

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2547

18 septembre 2015

SOMMAIRE

Belleville Management S.A.	122211	PHIVCO Holdco S.à r.l.	122216
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	122255	Point Partners GP Holdco S.à r.l.	122252
BP Luxembourg S.A.	122254	Precious Cars International S.A.	122241
Brown Holding S.A., SPF	122253	Resource Partners Holdings VI S.à r.l.	122246
BSM Co S. à r.l.	122254	Socfinaf S.A.	122214
Cercle des Actionnaires SA SPF	122254	Société de Distribution Bureautique 3A S.à r.l.	122213
CFFI Holdings S. à r.l.	122256	Société de Distribution Bureautique 3A S.à r.l.	122213
C&L Immobilière S.à r.l.	122255	Société Financière d'Entreprises	122214
ColourOz ManCo	122256	Softimat Luxembourg S.A.	122213
ColourOz TopCo	122255	SOPARINTER GROUP Spf, S.A.	122213
Cox Automotive Global	122253	Spektakel Asbl	122214
Cox Automotive International	122253	Structif S.à r.l.	122213
Luxembourg Utilities S.A.	122241	Tarpan LuxCo S.à r.l.	122212
NEIF II Holding S.à r.l.	122250	Taya	122211
OP DE GENN, Hôtel-Restaurant	122214	TCA Event Investments S.à r.l.	122210
Patagonia S.A.	122215	Telefood S.à r.l.	122211
Patron Generator S.à r.l.	122217	Terra Nomis S.à r.l.	122212
PBV	122216	Thermo Fisher Scientific Investments (Luxem- bourg) S.à r.l.	122210
PEC Luxembourg S.à r.l.	122216	Thule Fund S.A., SICAV-SIF	122210
Peffer a Salz S.à r.l.	122214	Trade Receivables Investment Vehicle Sàrl ..	122210
Pemberton Sàrl	122215	Trea SICAV	122212
PerkinElmer Holding Luxembourg	122215	Tritone S.à r.l.	122211
Pertrix Investment Group S.A.	122215	TruckLease S.A.	122210
PES Luxembourg S.à r.l.	122215	Vuelta Direct Holdings S.à r.l.	122212
Pfizer Shareholdings Luxembourg Sàrl	122216		
Phillipps Tecnico S.à r.l.	122216		

TruckLease S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 158.009.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015132401/10.

(150142548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Trade Receivables Investment Vehicle Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.220.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2015132396/13.

(150142470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Thule Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 183.849.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 30 juillet 2015.

Pour le compte de Thule Fund S.A., SICAV-SIF

Citibank International Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2015132388/12.

(150141627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Thermo Fisher Scientific Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 165.820.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015132386/9.

(150141612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

TCA Event Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 155.949.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015132407/10.

(150143020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Tritone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J. F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.737.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 Juillet 2015.
Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015132400/11.

(150142797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Telefood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 119.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eddy Perrier
Gérant

Référence de publication: 2015132384/11.

(150141789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Taya, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.324.831,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 145.051.

La version abrégée du bilan au 31 décembre 2014 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015132406/10.

(150142832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Belleville Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 59, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 176.077.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 28.07.2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société BELLEVILLE MANAGEMENT S.A. réuni le 28.07.2015 a décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. L'adresse de l'administrateur délégué à la gestion journalière Madame Olena KHMELNYTSKA a été transférée au 2, Waistrooss, L-5450 Stadtbredimus.

Fait à Luxembourg, le 28.07.2015.
Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2015130274/15.

(150140968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Tarpan LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.510,10.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.878.

—
EXTRAIT

Suite à un contrat de transfert de parts sociales en date du 27 juillet 2015, Triton Masterluxco 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de EUR 13.235,57, dont le siège social est au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 143926, a transféré 880 parts sociales de catégorie B qu'elle détenait dans la société à Tarpan L.P., une limited partnership régie par les lois de Jersey, dont le siège social est au Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL et immatriculée auprès du Registre des Sociétés au Jersey Financial Services Commission sous le numéro 1308, agissant par le biais de son général partner Muha GP Limited, une limited partnership régie par les lois de Jersey, dont le siège social est au Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL et immatriculée auprès du Registre des Sociétés au Jersey Financial Services Commission sous le numéro 106442.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Tarpan LuxCo S.à r.l.

Référence de publication: 2015132383/20.

(150142889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Trea SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.815.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2015.

Pour TREA SICAV

Banque Degroof Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015132425/13.

(150143319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Terra Nomis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 110.429.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015132415/10.

(150142952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Vuelta Direct Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 188.816.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Pour Vuelta Direct Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2015132446/11.

(150142908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

SOPARINTER GROUP Spf, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 31.667.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015132353/9.

(150143129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Société de Distribution Bureautique 3A S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 388.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.390.

Procès-verbal de l'assemblée générale des associés qui s'est tenue le 30 juin 2015 à 10.30 heures à Luxembourg

- L'assemblée décide à l'unanimité de ratifier la démission de Monsieur Joseph WINANDY et de nommer Monsieur Jean-Charles THOUAND, 183, rue de Luxembourg, L-8077 BERTRANGE, au poste de gérant.

FIDUPAR

44, avenue J-F Kennedy

L-1855 Luxembourg

Référence de publication: 2015132350/14.

(150141924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Softimat Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8303 Capellen, 77-79, Parc d'activités de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 41.226.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015132351/9.

(150142437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Société de Distribution Bureautique 3A S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 388.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J-F Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015132349/13.

(150141923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Structif S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1372 Luxembourg, 2, allée des Charmes.
R.C.S. Luxembourg B 163.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015132372/9.

(150142600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Spektakel Asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-7471 Saeul, 26, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg F 6.367.

—
DISSOLUTION*Assemblée générale extraordinaire*

En date du 3 juillet 2015, les membres de l'association SPEKTAKEL Asbl, soit Jemp Schuster, Michèle Turpel et Fos Schuster se sont réunis en assemblée générale extraordinaire.

Il résulte de l'assemblée générale que la dissolution de l'Asbl a été décidée, faute d'activités.

La liquidation des comptes fut ouverte, et vu que les comptes en banque présentent un solde de 0.- €, la liquidation est à considérer comme clôturée.

Les documents et livres sociaux sont déposés et conservés à: 26, rue d'Arlon, L-7471 Saeul.

Fait à Saeul, le 3 juillet 2015.

Jemp Schuster / Michèle Turpel / Fos Schuster.

Référence de publication: 2015132354/16.

(150143200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Société Financière d'Entreprises, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 7.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015132347/10.

(150141899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Socfinaf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 6.225.

Le Bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/05/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015132346/10.

(150141673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Peffer a Salz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8521 Beckerich, 103, Huewelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 159.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015132181/9.

(150141651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

OP DE GENN, Hôtel-Restaurant, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 9.277.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015132164/9.

(150141800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Pemberton Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 134.752.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2015132182/11.

(150142964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

PerkinElmer Holding Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 150.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015132184/10.

(150142016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Pertrix Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 186.881.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Pertrix Investment Group S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2015132185/11.

(150141729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Patagonia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 55.361.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Domiciliataire

Référence de publication: 2015132202/11.

(150142379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

PES Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Bertrange, 211, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 170.354.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015132210/11.

(150142579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Pfizer Shareholdings Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.903.

Les comptes annuels au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015132211/10.

(150141959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Phillipps Tecnic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6118 Junglinster, 7, rue de Godbrange.

R.C.S. Luxembourg B 151.328.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015132212/9.

(150141939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

PEC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 20.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 188.245.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé de la Société, Merbau Investors Offshore II, L.P., a changé et doit désormais se lire comme suit:

- Merbau Investors Offshore Holdings II, L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PEC Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2015132207/15.

(150142846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

PBV, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, 22, Hinnick.

R.C.S. Luxembourg B 183.320.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fischbach, le 31/07/2015.

Référence de publication: 2015132206/10.

(150141835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

PHIVCO Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.507.

Les comptes annuels au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015132213/10.

(150141990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Patron Generator S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.393,45.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 123.327.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of July,
before Maître Jacques Kessler, notary public residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the General Meeting) of Patron Generator S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 123327 (the Company).

The Company was incorporated on 15 December 2006 pursuant to a deed of Maître André Schwachtgen, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the Official Gazette) under number 336, dated 9 March 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 2 June 2015 and currently in the process of being published in the Official Gazette.

THERE APPEARED:

(a) Patron Investments III S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 123328 (Patron), and

(b) Invesco Mortgage Recovery Fund II, L.P., a limited partnership governed by the laws of the Delaware, United States of America, having its registered office at 1209, Orange Street, USA -19801 Wilmington, Delaware, United States of America, and registered with the companies register in Delaware under registration number 5484270 (Invesco).

(Patron and Invesco are hereafter collectively referred to as the Shareholders),

represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal (the Proxyholder).

The proxies of the Shareholders after having been signed *ne varietur* by the Proxyholder and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Shareholders, duly and validly represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

1. The Shareholders hold together all of the one million six hundred thirty-nine thousand three hundred and forty-five (1,639,345) shares in the Company, each of them having a nominal value of one cent of euro (EUR0.01), and representing 100% of the Company's share capital (the Shares).

2. The Shareholders accept to deliberate and to vote on the resolutions to be passed in connection with the following items (the Agenda):

(a) Creation of a new category of ordinary shares of the Company, being the B shares, with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each;

(b) Increase of the Company's share capital by an aggregate amount of six euro and sixty-three cents (EUR6.63) through a cash contribution of the same amount, so as to bring it from its current amount of sixteen thousand three hundred ninety-three euro and forty-five cents (EUR16,393.45), up to a new amount of sixteen thousand four hundred euro and eight cents (EUR16,400.08), through the creation and issuance of six hundred and sixty-three (663) new class B shares of the Company (the B Shares), with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each (the B Shares Issuance);

(c) Decision to subsequently amend and fully restate the Articles so as to reflect the B Shares Issuance, as well as any rights and obligations attaching to the B Shares;

(d) Amendment of the share register of the Company in order to (i) reflect the B Shares Issuance with power and authority granted to any manager of the Company and/or to any lawyer or employee practising within, or employed by, the law firm Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, with full power of substitution, (ii) proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shares of the Company, and (iii) to see to any formalities required, necessary or useful in connection therewith; and

(e) Miscellaneous matters in connection with, but not specifically mentioned in, the steps contemplated by (a) to (d) above, inclusive.

3. The Shareholders have adopted the following resolutions:

First resolution

The Shareholders unanimously resolve to create, with effect as at 18 July 2015, a new category of ordinary shares of the Company, being the B shares, with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each.

Second resolution

The Shareholders unanimously resolve to increase, with effect as at 18 July 2015, the share capital of the Company by an aggregate amount of six euro and sixty-three cents (EUR6.63), in order to bring it from its current amount of sixteen thousand three hundred ninety-three euro and forty-five cents (16,393.45), up to a new amount of sixteen thousand four hundred euro and eight cents (16,400.08), through the creation and issuance of the B Shares, with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each.

Subscription - Payment

Patron expressly declares to subscribe, with effect as at 18 July 2015, for all the B Shares, representing an aggregate subscription value of six euro and sixty-three cents (EUR6.63) and to fully pay them up by way of a contribution in cash in an amount of six euro and sixty-three cents (EUR6.63) (the Subscription Value).

The Subscription Value shall be entirely allocated to the share capital account of the Company.

Patron further declares that the amount of six euro and sixty-three cents (EUR6.63) which shall be used for the purpose of the B Shares Issuance is at the free disposal of the Company, as it has been certified to the undersigned notary according to the terms of a blocking certificate issued by the Company's bank in this respect, and the undersigned notary expressly acknowledges the availability of the monies so paid by Patron.

As a result of the completion of the B Shares Issuance, the Shareholders expressly acknowledge that the share capital of the Company, which now amounts to the aggregate amount of sixteen thousand four hundred euro and eight cents (EUR16,400.08), is owned in the following proportions by the Shareholders:

(i) one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) Shares, having a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each, representing an aggregate value of twelve thousand five hundred euro (EUR12,500) are held by Patron;

(ii) three hundred eighty-nine thousand three hundred and forty-five (389,345) Shares, having a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each, representing an aggregate value of three thousand eight hundred ninety-three euro and forty-five cents (EUR3,893.45) are held by Invesco; and

(iii) all the six hundred and sixty-three (663) B Shares, having a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each, representing an aggregate value of six euro and sixty-three cents (EUR6.63), are held by Patron.

Third resolution

The Shareholders unanimously resolve to amend and fully restate the Articles which shall now read as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There exists among the current owner(s) of the Shares and all those who may become Shareholders in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (the Company) which shall be governed by the Companies Act, as well as by these Articles.

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located anywhere in the world, as well as the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of these participations. The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise. The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. The Company may also grant loans to subsidiaries, affiliated companies or third parties. The Company may borrow in any form and in particular privately issue bonds.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company shall assume the name of PATRON GENERATOR S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the General Meeting. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at sixteen thousand four hundred euros and eight cents (EUR 16,400.08) represented by (i) one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares held by Patron, with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each (the Patron Shares); (ii) three hundred eighty-nine thousand three hundred and forty-five

(389,345) shares held by Invesco, with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each (the Invesco Shares); and (iii) six hundred and sixty three (663) B ordinary shares with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each, redeemable in accordance with these Articles and subject to the conditions set forth in the Companies Act (the B Shares, together with the Patron Shares and the Invesco Shares, the Shares).

Art. 7. The share capital of the Company may be modified at any time by approval of a majority of Shareholders representing together at least three quarters of the share capital of the Company.

Art. 8. The Company shall recognize only one holder per Share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

C. Transfer of Shares

Art. 9. Inter vivos, the Shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the Shareholders in a General Meeting, at a majority of three quarters of the share capital and subject: (i) to the provisions of these Articles; and (ii) the terms of any Agreement.

Art. 10. Each Shareholder undertakes to each other Shareholder and the Company: (a) other than pursuant to a Permitted Transfer, not to sell, transfer, mortgage, charge or otherwise dispose of (or of any interest in) any of the Securities it holds from time to time; and (b) not to transfer Securities other than in accordance with the provisions of these Articles and the terms of any Agreement.

Art. 11. Securities may, subject to the provisions of these Articles, mandatory provisions of the Companies Act and the terms of any Agreement, be transferred at any time:

- i. by either the holder of the Patron Shares or the Invesco Shares with the prior consent of the other Investor Shareholder granted in accordance with article 189 of the Companies Act;
- ii. by a holder of B Shares to a B Share Permitted Transferee with the prior written consent of Patron;
- iii. by the holder of the Patron Shares to a Patron Affiliate, by the holder of the Invesco Shares (acting in good faith) to an Invesco Affiliate provided that the holder of the Invesco Shares has provided any information reasonably requested by the holder of the Patron Shares which the holder of the Patron Shares may require for the purpose of identifying such Invesco Affiliate so as to ensure it is a bona fide multi-investor and a multi-investment fund;
- iv. by the holder of the Patron Shares to any person provided that the holder of the Patron Shares retains the right (either directly or indirectly) to: (a) exercise voting rights over more than fifty per cent (50%) of the Shares; and (b) designate a majority of the Managers as Patron Managers;
- v. by any Shareholder pursuant to Articles 17 through to 20 of these Articles;
- vi. by the holder of the Invesco Shares pursuant to Article 16 of these Articles; or
- vii. by the holder of the Patron Shares pursuant to Article 21 of these Articles (each of the transfers referred to under Article 11 (i) to (vi) a Permitted Transfer, and each recipient of such Permitted Transfer being a Permitted Transferee).

Art. 12. If any Affiliate of an Investor Shareholder has acquired any Securities from that Shareholder (or from another Affiliate of that Shareholder pursuant to a transfer under this Article 12) as a Permitted Transferee under Article 11(iii) and such Affiliate ceases to be an Affiliate of that Shareholder, such Affiliate shall, and the relevant Shareholder shall procure that such Affiliate shall, prior to the date on which it is to cease to be an Affiliate of the relevant Shareholder, transfer all, and not less than all, of the Securities it holds (or in respect of which it is the registered holder) to the relevant Shareholder or to another Affiliate of the relevant Shareholder.

Art. 13. The holder of the Invesco Shares having subscribed for such Invesco Shares upon their issuance shall not be entitled to transfer any Securities held by it during the period commencing on the date of issuance of such Invesco Shares and ending on the earlier of: (i) the date falling eighteen (18) months after the date of issuance of the Invesco Shares; or (ii) the date on which the holder of the Invesco Shares has carried out any and all of its funding commitments, if any, under any Agreement (the Lock-in Period).

Art. 14. A holder of B Shares having subscribed for such B Shares upon their issuance shall not be entitled to transfer any Securities held by it other than pursuant to a Permitted Transfer.

Art. 15. Notwithstanding any provision to the contrary which may be contained in these Articles or any Agreement, the holder of the Invesco Shares or B Shares and any of their respective Permitted Transferees, as the case may be, shall not transfer or seek to transfer or provide, whether directly or indirectly, the whole or any part of the Securities they hold, to any of the persons listed in any Agreement as excluded transferees or to any Competitor (the Excluded Transferees) without first obtaining the prior written consent of the holder of the Patron Shares which the latter may withhold at its absolute discretion.

Art. 16. At any time following the expiry of the Lock-in Period, the holder of the Invesco Shares shall be entitled, by serving written notice on the holder of the Patron Shares and the Company, to either: (i) transfer all, but not less than all, of the Securities it shall hold at the time such notice is issued (the Invesco Securities); or (ii) require that any shareholder loan granted by the holder of the Invesco Shares to the Company from time to time be amended and restated on the terms

set out in any Agreement (such amended and restated instrument being a New Loan Note), and transfer all, but not less than all, of the resulting New Loan Note, to any third party other than an Excluded Transferee in respect of such transfer, subject to and on the terms and conditions of any Agreement (the Invesco Transfer Right).

Art. 17. Subject to Article 21 of these Articles, if the holder of the Patron Shares proposes to transfer any Securities to one or more persons that are Connected Persons and, in each case, such transfer does not constitute a Permitted Transfer under Article 11 of these Articles, and the Drag Along Right has not been exercised, the purchaser(s) of such Securities (the Tag Offeror) shall be required, subject to and on the terms and conditions of any Agreement, to make an offer (the Tag Offer): (i) where such proposed transfer by the holder of the Patron Shares constitutes the transfer of a Controlling Interest or will result in the transferee holding a Controlling Interest following such transfer, to purchase all, but not less than all, of the Securities held by the Eligible Shareholder(s); or (ii) where such proposed transfer by the holder of the Patron Shares does not constitute the transfer of a Controlling Interest or result in the transferee holding a Controlling Interest following such transfer, to purchase such proportion of the Securities held by the Eligible Shareholder(s) as is equal to the proportion which the Securities being transferred by the holder of the Patron Shares represents with respect to the total number of Securities held by said holder of the Patron Shares at that time (in each case, the Tag Securities).

Art. 18. Any Eligible Shareholder who wishes to accept the Tag Offer (an Accepting Shareholder) must serve an irrevocable and unconditional written notice on the Company (the Acceptance Notice) before the expiry of the Tag Offer, in accordance with the terms and conditions of any Agreement, as the case may be, and the Acceptance Notice will make the Company the agent of the Accepting Shareholder(s) for the sale of the Tag Securities on the terms of the Tag Offer, together with all rights attached and free from Encumbrances.

Art. 19. If the holder of the Patron Shares intends to sell a Controlling Interest on arm's length terms to a bona fide third party purchaser or any of its Connected Persons (together, the Drag Offeror), the holder of the Patron Shares shall have the right subject to Article 21 (the Drag Along Right), but not the obligation, to require all of the other Shareholders (the Called Shareholder(s)) to sell and transfer all, but not less than all, of the Securities held by the Called Shareholder(s) to the Drag Offeror, free and clear from all Encumbrances and together with all rights then attaching to them subject to and on the terms and conditions of any Agreement.

Art. 20. If, following the issue of a written notice to the Company by the holder of the Patron Shares exercising the Drag Along Right prior to the transfer of Securities to the Drag Offeror (the Drag Along Notice), either: (a) a person becomes a holder of Securities issued by the Company pursuant to the exercise of a pre-existing option to acquire Securities or the exercise of another right or option or otherwise, or (b) additional Securities are issued to an existing Shareholder pursuant to the exercise of a pre-existing option to acquire Securities or the exercise of another right or option or otherwise (each an Option Shareholder), in each case, a Drag Along Notice shall be deemed to have been served on the Option Shareholder on the date it acquired such Securities and on the same terms as the previous Drag Along Notice. The Option Shareholder shall be bound to sell and transfer all, but not less than all, of the Securities so acquired by it to the Drag Offeror, or as the Drag Offeror may direct and the provisions of Article 19 shall apply mutatis mutandis to the Option Shareholder as if references to Called Shareholder included the Option Shareholder except that completion of the sale of the Securities shall take place on such date as the Drag Offeror shall determine in its own discretion.

Art. 21. Except in the case of a Permitted Transfer, if at any time the holder of the Patron Shares (the Selling Shareholder) wishes to transfer or otherwise dispose of all, but not less than all, of its Securities (together the Sale Securities) to one or more persons that are Connected Persons and in each case, that are not Permitted Transferees of the Selling Shareholder, it shall give written notice (a Sale Notice) to the holder of the Invesco Shares (the Non-Selling Shareholder), subject to and on the terms and conditions of any Agreement. If at the end of the acceptance period provided for in the Sale Notice, the Non-Selling Shareholder has not responded, the Sale Notice shall lapse and the Selling Shareholder shall be free to transfer such Sales Securities free from any restriction under this Article 21. The Non-Selling Shareholder shall respond to the Sale Notice by notice in writing to the Selling Shareholder, subject to and on the terms and conditions of any Agreement (the Offer Notice). If upon the expiry of the acceptance period provided for in the Offer Notice (the Acceptance Period), the Selling Shareholder has not accepted the offer proposed by the Non-Selling Shareholder in the Offer Notice, the Selling Shareholder shall be free at any time after the expiry of the Acceptance Period to transfer all, but not less than all, of the Sale Securities to a new Shareholder being a bona fide arm's length purchaser, and any of its Connected Persons provided that if the Selling Shareholder proposes to transfer the Sale Securities for a price that is less than ninety-five per cent (95%) of the Offer Price, the Selling Shareholder shall have first issued a further Sale Notice to the Non-Selling Shareholders in accordance with this Article 21 and subject to and on the terms and conditions of any Agreement to sell the Sale Securities to the Non-Selling Shareholder at such lower Offer Price.

Art. 22. The bankruptcy or insolvency of a Shareholder shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 23. Neither creditors nor assigns may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

D. Management

Art. 24. The Managers are appointed by the General Meeting which sets the term of their respective office. The holder of the Patron Shares shall propose by notice in writing addressed to the Company a list of candidates for appointment by

the General Meeting to form a majority of Managers (each a Patron Manager). The holder of the Invesco Shares may propose by notice in writing addressed to the Company a list of candidates for appointment by the General Meeting of one person designated on such list to be a Manager (each an Invesco Manager). The Managers may be dismissed with or without cause, at any time by the General Meeting.

Art. 25. The Company is managed by a board of Managers (the Board) composed of at least six (6) managers, which do not need to be Shareholders, and include at least five (5) Patron Managers, three (3) of whom shall be Luxembourg residents and one (1) Invesco Manager. In any event, the Board shall be composed at all times of a majority of Patron Managers.

Art. 26. The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of two (2) Patron Managers, including at least one (1) Luxembourg resident Patron Manager.

Art. 27. The Board may grant special powers by proxy executed in the notarial form, or under a power of attorney executed under private seal.

Art. 28. The day-to-day management of the Company may be delegated to one or several daily manager(s) (délégué(s) à la gestion journalière) chosen among the members of the Board (each, a Daily Manager). The Daily Manager(s), if any, shall be appointed by the Board which shall also set their respective powers.

Art. 29. The Board shall choose from among the Patron Managers a chairman.

Art. 30. The chairman shall not have a casting vote.

Art. 31. In dealings with third parties, the Board has the most extensive powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's object, as stated in Article 2 of these Articles, subject to mandatory provisions of Luxembourg Law and the terms and conditions of any Agreement.

Art. 32. The Board shall meet upon call by its chairman, or any one of its members, at the place indicated in the notice to any meeting. The chairman of the Board shall preside at all meetings of the Board, but in his absence, the Board may appoint another Manager as chairman pro tempore by a majority vote of the Managers present or duly and validly represented at any such meeting. Written notice to any meeting of the Board, including a reasonably detailed agenda of the business together with supporting papers, must be given to the Managers at least five (5) days in advance of the date foreseen for that meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. No business specified in such agenda shall be considered at Board meetings unless a majority of the Managers (including the Invesco Manager) otherwise agree. This notice may be omitted in case of assent of each Manager granted in writing, facsimile, e-mail, or any other similar means of communication.

Art. 33. Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, by facsimile or by e-mail another member of the Board as his proxy. Any Manager may represent more than one Manager at any meeting of the Board and shall have one vote for himself and another vote for any member of the Board appointing him to act as proxy.

Art. 34. Any member of the Board may participate in any meeting of the Board by conference-call, videoconference or by other similar means of communication, some or all of whom may be in different locations, provided that (i) a majority of the Managers, both in number and in proportion of voting rights, are present or represented at the meeting of the Board in Luxembourg for the duration of the meeting and (ii) each Manager who participates is able (a) to hear each of the other participating Managers, and (b) if they so wish, to address all of the other participating Managers simultaneously, the participation in a meeting of the Board by these means is equivalent to a participation in person at such meeting of the Board.

Art. 35. The Board may validly deliberate or act only if at least three (3) members of the Board, at least two (2) of which shall be Patron Managers and one (1) of which shall be an Invesco Manager, is present or duly and validly represented at any meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of votes of the Managers, present or duly and validly represented at such meeting of the Board. In the case of a tie, the chairman of the Board shall not have a second or casting vote.

Art. 36. If a quorum as set out in Article 35 is not present within thirty (30) minutes of the scheduled start time for a meeting of the Board, any Manager may require that such meeting of the Board be reconvened. At least seven (7) Business Days' notice of the reconvened meeting (the Reconvened Meeting) shall be given by the Company unless all the Managers agree prior to the start of the Reconvened Meeting that it can be held on shorter notice. The quorum for the Reconvened Meeting shall be any one (1) Patron Manager.

Art. 37. Any resolution of the Board which is submitted to all Managers in writing and signed by them, indicating agreement to such a resolution, by all Managers who would have been eligible to vote on the resolution at a meeting of the Board shall be a valid decision of the Board provided that a majority of such Managers shall have been present in Luxembourg at the time they sign the resolution. Such resolution may be signed and dated by the Managers on counterpart copies, but must be signed by all Managers to be valid. The notice submitting such a proposal shall state a period by the end of which the Managers shall signify their approval (or otherwise) of the resolution. For these purposes, communications can

be made via e-mail and such communications shall be deemed to have been served on the day the e-mail was sent. The date of such written resolutions shall be the date on which the last Manager signs his relevant counterpart. Failure by a Manager to sign the written resolution shall be regarded as a refusal by that Manager to approve such resolution and the proposed resolution shall not be deemed to be approved.

Art. 38. Each Manager is entitled to one (1) vote during any meeting of the Board. Other than in the case of a Unanimous Consent Matter, or as otherwise expressly stated in any Agreement or under mandatory provisions of Luxembourg Law, all decisions of the Managers shall be made by the affirmative vote of a majority of the Managers. When a Unanimous Consent Matter remains by nature vested in the Board, the Board may only approve and implement such a Unanimous Consent Matter after the requisite consents have been sought and obtained from the Shareholders. For the avoidance of doubt, the Board shall in any event remain responsible for the adoption and implementation of any Unanimous Consent Matter falling within the boundaries of its powers.

Art. 39. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman of the relevant meeting of the Board, or in his absence, by the vice-chairman or by any member of the Board. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by any member of the Board.

Art. 40. The death or resignation of the sole Manager or of a member of the Board, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 41. The Managers do not assume, by reason of their position as members of the Board, any personal liability in relation to commitments legally made by them, in accordance with these Articles and subject to the terms and conditions of any Agreement, in the name and on behalf of the Company. They are authorised agents of the Company only, and are therefore responsible for the execution of their mandate according to Luxembourg Law.

E. Decisions of the Shareholders

Art. 42. A General Meeting may be convened by the Board, and shall be convened by the Board if requested to do so by an Investor Shareholder. Where an Investor Shareholder requests a General Meeting be held, it shall provide a written request to the Company and state, giving reasonable details, the matters to be considered at that General Meeting and the resolutions to be put to the Shareholders. Upon receiving such request and provided that the resolutions proposed constitute matters that might properly be determined by the Shareholders, the Company shall convene a General Meeting on notice of not fewer than fifteen Business Days (15) days (or such other period as may be required under Luxembourg Law) or such other shorter notice period as may be approved by all of the Shareholders, save that the Shareholders' rights under this Article 42 are without prejudice to any rights of a Shareholder to call a General Meeting in accordance with the Luxembourg Law.

Art. 43. Each Shareholder may participate in any General Meeting irrespective of the numbers of Shares it owns. Each Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting. General Meetings may be held at such time and place as the Board may deem fit provided the General Meeting is held in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 44. A Patron Manager shall act as chairman of any General Meeting,

Art. 45. The quorum for any General Meeting shall be more than half of the Company's share capital and the presence of at least one representative of the holders of Patron Shares and Invesco Shares. If a quorum is not present within one (1) hour of the scheduled start time of the General Meeting, the General Meeting shall be reconvened. At least seven (7) calendar days' notice of the reconvened General Meeting (the Reconvened Shareholder Meeting) shall be given unless all the Shareholders acting unanimously agree otherwise. The quorum for the Reconvened Shareholder Meeting shall be any single Shareholder holding (together with its Affiliates, if any) at least thirty per cent (30%) of the Shares then in issue.

Art. 46. Other than in the case of an Unanimous Consent Matter (in which case the unanimous written consent or approval of a Luxembourg resident Patron Manager and the Invesco Manager (including any conditions to which such consent or approval is subject), or if none is/are appointed, the unanimous consent or approval in writing of all Shareholders holding together one hundred per cent (100%) of the Company's share capital and voting rights shall be required), or as otherwise expressly stated in these Articles or required by Luxembourg Law or in accordance with the terms and conditions of any Agreement, (i) all ordinary decisions of the General Meeting shall be made by the affirmative vote of a majority of the Shareholders (being eligible to vote) present or duly and validly represented at the relevant General Meeting, and (ii) all extraordinary resolutions of the General Meeting shall be adopted by the majority in number of the Shareholders holding at least together seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits - B Shares

Art. 47. The Company's year starts on the first of January and ends the thirty-first of December of the same year.

Art. 48. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the Board prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 49. Five per cent (5%) of the net profits are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital (the Legal Reserve). After allocation to the Legal Reserve, the General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholders.

Art. 50. After allocation to the Legal Reserve, if and to the extent that the Company resolves to pay an annual dividend during the annual General Meeting resolving on the approval of the Company's annual accounts in accordance with Article 197 of the Companies Act (a Dividend) from profits or reserves available for distribution purposes, each Shareholder's entitlement to such Dividend shall be calculated pro rata to their shareholding in the Company, subject to other more specific provisions of any Agreement. Notwithstanding anything in this Article 50, the Company shall not declare a Dividend without the unanimous consent of the Investor Shareholders.

Art. 51. Subject to obtaining the consent of each Investor Shareholder, the Board is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient in accordance with Luxembourg Law, these Articles and any Agreement, as the case may be. Notwithstanding anything in this Article 51, the Company shall not distribute interim dividends without the prior written consent of the holders of the Patron Shares and the holders of the Invesco Shares.

Art. 52. In the event of an Exit, the capital return for the B Shares shall be determined, subject to Article 53, on a Fully Diluted Basis and in accordance with the following: (i) to the extent that the Investor Multiple is less than or equal to 1.0x, the holders of B Shares are not entitled to any proportion of the Waterfall Returns; (ii) to the extent that the Investor Multiple is greater than 1.0x and less than or equal to 1.28x, the holders of B Shares as a class are entitled to 3% in aggregate of the amount by which the Waterfall Returns exceed the sum representing an Investor Multiple of 1.0 but do not exceed the sum representing an Investor Multiple of 1.28x; (iii) to the extent that the Investor Multiple is greater than 1.28x and less than or equal to 2.0x, the holders of B Shares as a class are entitled to 7% in aggregate of the amount by which the Waterfall Returns exceed the sum representing an Investor Multiple of 1.28 but do not exceed the sum representing an Investor Multiple of 2.0x, together with the returns under Article 52 (ii); and (iv) to the extent that the Investor Multiple is greater than 2.0x, the holders of B Shares as a class are entitled to 12% in aggregate of the amount by which the Waterfall Returns exceed the sum representing an Investor Multiple of 2.0 together with the returns under Article 52 (iii), provided that the aggregate Waterfall Returns due to the holders of the B Shares on application of the foregoing provisions of this Article 52 (the "B Share Waterfall Returns") shall be reduced by an amount equal to the Non Issued Percentage of the B Share Waterfall Returns. The "Non Issued Percentage" shall be expressed as a percentage and calculated as follows:

$$A / 1000 * 100$$

Where, A = 1000-B

B = the number of B Shares in issue at the time of the Exit.

Art. 53. The principle which applies throughout the Investor Multiple increments referred to in Article 52 is that once an Investor Multiple threshold is reached, the relevant entitlement percentage of holders of B Shares as a class shall only be applied to the amount of Waterfall Returns above that threshold (and not all the Waterfall Returns); and as the aggregate amount of the Waterfall Returns increases, each Investor Multiple increment must be used up by applying the relevant entitlement percentage for the holder(s) of B Shares before moving up to the next increment and the corresponding percentage.

Art. 54. For the avoidance of doubt, Waterfall Returns allocated to a class of Shareholders shall be allocated amongst the holders of the Shares in that class on a basis pro rata to the number of Shares in that class held by them.

Art. 55. Immediately prior to and conditional upon a Listing, the holders of B Shares shall enter into such reorganisation of the share capital of the Company as may be agreed by the Investor Shareholders in accordance with the terms of any Agreement to ensure immediately following such a re-organisation, the holders of B Shares will hold such number of shares in the Company as represents the relevant proportion of Waterfall Returns to which they would be entitled in accordance with Article 52.

G. Redemption or Repurchase of B Shares

Art. 56. Subject to the provisions of the Companies Act, the Company shall redeem, at any time within 30 clear days of the written request of a holder of B Shares (a "B Share Redemption Notice") all of the B Shares held by such person at a price equal to the value of £2,000 on the date of redemption for all B Shares held by that holder of B Shares.

Art. 57. If the Company is unable to redeem any B Shares in accordance with Article 56, the Company shall procure the acquisition (by the Company, an existing Shareholder or a third party) of any such B Shares within the time period and for the price set out in Article 56.

Art. 58. If any B Shares are to be redeemed or acquired under these Articles, the relevant holder of such B Shares must deliver to the Company with his B Share Redemption Notice:

i. a transfer instrument duly executed with the transferee's name blank in respect of the B Shares which are to be redeemed or acquired; and

ii. such other documents as the Company may reasonably require to effect the redemptions or acquisition.

Art. 59. To the extent any B Shares are transferred or acquired under this section G, the holder of such B Shares shall transfer such B Shares with full title guarantee and free from all Encumbrances.

Art. 60. If and to the extent the B Shares are held by a nominee company, the amount payable under this section G shall be a price equal to the value of GBP2,000 on the date of redemption per each individual for which such nominee company holds shares under any nominee agreement.

Art. 61. Any B Shares acquired pursuant to this section G shall, either: (i) (subject to Article 61 (ii)) if acquired by the Company, be cancelled; or (ii) if acquired by the Company, an existing Shareholder or a third party, be held by the Company, such existing Shareholder or such third party for the benefit of natural persons who are present or future employees, directors, or officers of, or consultants to (and including any trustees or nominees appointed to hold legal title to the B Shares for the benefit of such employee, director, officer or consultant) the Group.

H. Dissolution - Liquidation

Art. 62. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be Shareholders, and which are appointed by the General Meeting which shall determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

Art. 63. On the occurrence of an Insolvency Event, any surplus assets of the Group remaining after payment of its liabilities, other than any liabilities to the holders of Patron Shares and Invesco Shares, shall be applied between the Shareholders pro rata to their shareholding in the Company, subject to the terms of any Agreement.

Art. 64. On the occurrence of an Insolvency Event, any surplus assets of the Group remaining after payment of its liabilities (other than any liabilities towards the holders of Patron Shares and Invesco Shares) shall be applied between the Shareholders in the order set out in Article 63 of these Articles, subject to the terms of any Agreement. Each Shareholder undertakes to pay to the other, to the extent that such funds are received by them from the Group following an Insolvency Event, such amounts as may be required to ensure that all surplus assets of the Group remaining after payment of its liabilities (other than any liabilities towards the holders of Patron Shares and Invesco Shares) have been fully allocated and paid to the Investors in accordance with Article 63, subject to the terms of any Agreement.

I. Governing law - Conflicts

Art. 65. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with Luxembourg Law, and the terms of any Agreement. Where any matter contained in these Articles conflicts with the provisions of any Agreement, the provisions of such Agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted under Luxembourg Law.

Art. 66. These Articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

J. Definitions

Acceptance Notice shall have the meaning ascribed to it in Article 18.

Acceptance Period shall have the meaning ascribed to it in Article 21.

Accepting Shareholder shall have the meaning ascribed to it in Article 18.

Affiliates means a Patron Affiliate or an Invesco Affiliate, as the context so requires.

Agreement means any agreement with respect to the Company which may have been entered into, and be in force between the Shareholders (or any two of them together holding more than 90% of the Shares by number) from time to time, as the case may be.

Annual Business Plan means the annual business plan for each year following the year to which the Initial Business Plan relates which is prepared on a consistent basis with the Core Business Plan and adopted by the Board.

Assets Sale means a sale by the Company or any other member of the Group of all or substantially all of the Group's business, assets and undertaking to a single buyer or to one or more buyers as part of a single transaction or series of connected transactions, other than as part of a solvent reorganisation.

B Shares means the six hundred and sixty three (663) B ordinary shares with a nominal value of one cent of euro (EUR0.01) each, redeemable in accordance with these Articles and subject to the conditions set forth in the Companies Act;

B Share Permitted Transferee means any existing holder of B Shares other than the transferring holder of B Shares or any natural person who is an employee, director, or officer of, or consultant to (and including any trustees or nominees appointed to hold legal title to the B Shares for the benefit of such employee, director, officer or consultant), a member of the Group;

Business means the current business of the Group and the proposed new business described in the Core Business Plan, the Initial Business Plan and any other Annual Business Plan adopted by the Company from time to time together with all business directly ancillary thereto.

Business Day means any day other than a Saturday, Sunday or public holiday when banks in Luxembourg, the City of London and the United States of America are open for business.

Called Shareholders shall have the meaning ascribed to it in Article 19.

Core Business Plan means the core business plan in respect of the Group.

Companies Act means the Luxembourg law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

Company shall have the meaning ascribed to it in Article 1.

Competitor means any person who directly or indirectly (including, without limitation, through any of its connected persons) has an ownership interest in a multi-occupancy accommodation or hostel accommodation business or who is otherwise engaged in the provision of multi occupancy accommodation or hostel accommodation.

Connected Person means, with respect to any person, (a) any company which is a subsidiary or holding company or fellow subsidiary of the holding company of that person, (b) any company in the capital of which any entity in (a) above is able to exercise power, directly or indirectly to (i) exercise or control the exercise of fifty per cent (50%) or more of the votes able to be cast at general meetings on all, or substantially all, matters, or (ii) to appoint or remove managers holding a majority of voting rights at board meetings on all, or substantially all, matters; and (c) any pooled or collective fund (being a bona fide multi-investor and multi-investment fund) from time to time to which any entity in (a) or (b) above advises or provides general partner services.

Controlling Interest means Shares (or the right to control the exercise of the votes attaching to Shares) which confer in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the total voting rights conferred by all the Shares in the capital of the Company for the relevant time being in issue.

Dividend shall have the meaning ascribed to it in Article 50.

Drag Along Right shall have the meaning ascribed to it in Article 19.

Drag Along Notice shall have the meaning ascribed to it in Article 20.

Drag Offeror shall have the meaning ascribed to it in Article 19.

Eligible Shareholders means all Shareholders other than (a) the Tag Offeror or (b) any holder of Patron Shares.

Encumbrance means any claims, mortgage, charge (fixed or floating), pledge, lien, hypothecation, guarantee, trust, right of set-off or other third party right or interest (legal or equitable) including any right of pre-emption, assignment by way of security, reservation of title or other security interest of any kind, or an agreement to create any such arrangement, howsoever created or arising, or any other agreement or arrangement (including a sale and repurchase agreement) having similar effect.

Excluded Transferee shall have the meaning ascribed to it in Article 15.

Exit means a Sale, an Assets Sale, Listing, Return of Capital or Refinancing.

Fully Diluted Basis means the assumption that any securities or rights which would be exchangeable or convertible into or to subscribe for Shares at the applicable conversion price under any share option scheme or other management incentive scheme have been so exchanged, converted or exercised at the exchange or conversion rate or subscription price relating to such securities or rights at the relevant date of calculation.

General Meeting means a general meeting of Shareholders.

Group means the Company, its subsidiaries from time to time, any New Holding Company and any other new holding company of the Company arising as a result of a reorganisation of the Company and/or the Group).

Initial Business Plan means the initial business plan in respect of the Group.

Insolvency Event means any of the following circumstances except as expressly permitted in any Agreement (a) the Company is dissolved or liquidated, (b) the Company becomes unable to pay its debts as they become due (cessation de paiements) or has become insolvent within the meaning of article 437 of the Luxembourg Commercial Code, or (c) the Company institutes or has instituted against it a proceeding seeking a judgment of insolvency or bankruptcy (faillite) or any other relief under bankruptcy or insolvency law (including without limitation, composition with creditors (concordat préventif de la faillite), moratorium or reprieve from payment (sursis de paiement) and controlled management (gestion contrôlée)), and in the case any such proceeding or petition instituted or presented against it, such proceeding or petition (i) results in a judgment of insolvency or bankruptcy (faillite) or the entry of an order for relief or the making of an order for its winding-up or liquidation or (ii) is not dismissed, discharged, stayed or restrained in each case within ninety (90) calendar days of the institution or presentation thereof or (d) the Company or any other person makes an application for the appointment of a commissaire, juge-commissaire, liquidator, curateur or similar officer pursuant to any insolvency or similar proceedings.

Invesco means Invesco Mortgage Recovery Fund II, L.P., a limited partnership registered in Delaware with number 5484270, having its registered office at Corporation Trust Centre, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America.

Invesco Affiliate means (a) any company which is a subsidiary or holding company or fellow subsidiary of the holding company of the holder Invesco Shares and for the avoidance of doubt no member of the Group shall be an Invesco Affiliate, (b) any company in the capital of which any entity in (a) above is able to exercise power, directly or indirectly to (i) exercise or control the exercise of fifty per cent (50%) or more of the votes able to be cast at general meetings on all, or substantially all, matters, or (ii) to appoint or remove managers holding a majority of voting rights at board meetings on all, or substantially all, matters; and (c) any pooled or collective fund (being a bona fide multi-investor and multi-investment fund) from time to time to which any entity in (a) or (b) above advises or provides general partner services.

Invesco Investment means the total amounts from time to time invested by Invesco by way of any shareholder loan granted from time to time and subscription for Invesco Shares.

Invesco Priority Amounts means the aggregate amount of the following to the extent not yet paid in cash to the holder of the Invesco Shares (whether by way of dividend or otherwise) and without double counting from any such items (a) the amount of any coupon under any profit participating loan made available by Invesco to the Company payable in cash to the holder of the Invesco Shares in accordance with the terms of any Agreement, and (b) the amount of any coupon under any profit participating loan made available by Invesco to the Company, accrued in accordance with the terms of any Agreement.

Invesco Securities shall have the meaning ascribed to it in Article 16.

Invesco Shares shall have the meaning ascribed to it in Article 6.

Invesco Transfer Right shall have the meaning ascribed to it in Article 16.

Investment Proceeds means an amount equal to (A) + (B) + (C) where (A) equals all Dividends paid or payable (subject to any Agreement) as at the date the Investment Proceeds are calculated; (B) equals, as applicable, in the event of: (i) a Listing, the aggregate value of all the Shares or all of the shares in any New Holding Company (expressed in EUR to the nearest three decimal places) for which a Listing is obtained (being, in the case of an offer for sale, the underwritten price (or if applicable the minimum tender price), or, in the case of a placing, the placing price) (but excluding any new shares issued as part of the arrangements relating to the Listing (other than any new shares to be paid up by way of capitalisation of reserves)) net of the aggregate costs of the Listing properly attributable to Shareholders (save to the extent that any such cost has been borne by any member of the Group and has been or will be taken into account in the Listing price per Share); (ii) a Sale, the aggregate consideration payable in respect of such Sale to Shareholders net of the aggregate costs of the Sale properly attributable to the Shareholders and net of any contingent or deferred consideration until such contingent or deferred consideration is received; (iii) an Assets Sale, an amount equal to the total amount available for payment or distribution to Shareholders as a result of the Assets Sale net of the aggregate costs of the Assets Sale properly attributable to the Shareholders and net of any contingent or deferred consideration until such contingent or deferred consideration is received; or (iv) Return of Capital, the aggregate amount (expressed as a cash amount in EUR) being returned or distributed to Shareholders pursuant to any return of capital provisions in any Agreement, less the costs and expenses properly attributable to the Shareholders in connection therewith; and (C) equals all other funds available for distribution by the Company to the Investors in whatever form.

Investor Multiple means, upon an Exit, the quotient of:

(a) the Waterfall Returns received or receivable by the Investor Shareholders; divided by

(b) the aggregate amount invested in the Group by the Investor Shareholders immediately prior to such Exit.

Investor Shareholders means Patron and Invesco (with "Investor Shareholder" being any one of them).

Listing means the admission of the whole of any class of the issued share capital of the Company (or any New Holding Company) in accordance with the terms of any Agreement.

Lock-in Period shall have the meaning ascribed to it in Article 13.

London Property means the freehold property at MacNaghten House, Compton Place, London, WC1H 9SD with title number NGL718590 registered in the name of Generator Hostel London Limited with title absolute.

Luxembourg Law means, without limitation, any law and regulation which may be in force from time to time in the Grand Duchy of Luxembourg.

Manager means a member of the Board.

Material means, for the purposes of the definition of Unanimous Consent Matter, any expenditure, cost or creation of liability having a monetary value of not less than ten million euro (EUR10,000,000), or the equivalent in any other legal and valid currency, on an individual basis.

New Holding Company means any new holding company of the Company formed for the purpose of facilitating a Refinancing or a Listing.

New Shareholder means a person who does not and whose connected persons do not hold Shares and for the purpose of this definition, Permitted Transferees of a Shareholder are not New Shareholders.

Non-Selling Shareholder shall have the meaning ascribed to it in Article 21.

Offer Notice shall have the meaning ascribed to it in Article 21.

Offer Price shall mean the cash price per Sale Security the Non-Selling Shareholder is willing to pay the Selling Shareholder to buy the Sale Securities.

Option Shareholder shall have the meaning ascribed to it in Article 20.

Parent Company Guarantee means a payment guarantee provided by any holding company of the Company (each a Guarantor) in respect of the leases relating to the London Property or the Paris Property with a potential liability to the respective Guarantor in excess of EUR 5,000,000 (five million).

Paris Property means the property located at 9 and 11 Place du Colonel Fabien, 11 rue Albert Camus and 1 rue Louis Blanc PARIS (10th district) and registered on the township of Paris (10th district), section BU, number 69, at the place named 9 and 11 Place du Colonel Fabien, 11 Rue Albert Canna and 1 Rue Louis Blanc with a land registry surface area of 1,656 square meters.

Patron means Patron Investments III S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B123328.

Patron Affiliate means the limited partner and the general partner of Patron Capital L.P III, and any fund from time to time advised by Patron Capital Advisers LLP including the limited partners and the general partner of such funds, and any member of the Patron Group.

Patron Default Funding shall, as the case may be, have the meaning ascribed to it in any Agreement.

Patron Group means any company which is a subsidiary or holding company or fellow subsidiary of the holding company of Patron and for the avoidance of doubt no member of the Group shall form part of the Patron Group.

Patron Shares shall have the meaning ascribed to it in Article 6.

Permitted Transfer shall have the meaning ascribed to it in Article 11(viii).

Refinancing means a refinancing or recapitalisation of the Group whether (without limitation) by way of equity or debt finance.

Return of Capital means the return of assets to the holders of Shares upon a voluntary liquidation of the Company and excluding, for the avoidance of doubt, any return of assets to the holders of Shares following an Insolvency Event.

Sale means the sale of a Controlling Interest to a New Shareholder or to one or more New Shareholders as part of a single transaction or series of connected transactions (other than to one or more Permitted Transferees).

Sale Notice shall have the meaning ascribed to it in Article 21.

Sale Securities shall have the meaning ascribed to it in Article 21.

Securities means any Share, any shareholder loan, whether interest bearing or not, granted by any Shareholder to the Company, or any other financial instrument of any kind which may be issued by the Company from time to time (excluding, for the avoidance of doubt, any New Loan Note).

Selling Shareholder shall have the meaning ascribed to it in Article 21.

Shareholder(s) means any holder(s) of Shares from time to time.

Shares shall have the meaning ascribed to it in Article 6.

Tag Offer shall have the meaning ascribed to it in Article 17.

Tag Offeror shall have the meaning ascribed to it in Article 17.

Tag Securities shall have the meaning ascribed to it in Article 17.

Unanimous Consent Matter means, subject to any Agreement, as the case may be, any of following matters

- Any change to or material deviation from the Core Business Plan during the period beginning on the issuance of the Invesco Shares and ending on 31 December 2017 (or if the scheduled return of the Invesco Investment is extended pursuant subject to the terms and conditions of any Agreement).

- Any Material change to the Initial Business Plan but, for the avoidance of doubt, not any change to any subsequent Annual Business Plan.

- Any Material change to the direction of the Business taken as a whole (but excluding, for avoidance of doubt, implementation of any of the Core Business Plan, the Initial Business Plan or any other Annual Business Plan and expansion of the current business of operating a design-led hostel business including ancillary uses and hotel use).

- Any Exit excluding any Sale effected pursuant to the drag and tag rights under these Articles.

- The sale of the London Property or the Paris Property (each a "Property Sale") other than a sale structured as a sale and lease-back arrangement as contemplated in the Core Business Plan (but including any sale involving a Parent Company Guarantee).

- The reinvestment by the Company of any proceeds resulting from a Property Sale where such proceeds are not otherwise distributed to Shareholders.

- Any Refinancing.

- The call for a capital increase or issue of new shares or other securities which would rank prior or pari passu to the Invesco Investment and/or the Invesco Priority Amounts.

- To borrow money or accept a capital injection from any party in an amount exceeding ten million euro (EUR10 million) in any one case or exceeding twenty million euro (EUR20 million) in aggregate.

- Other than the granting of security pursuant to any real estate loan which the Company may enter into from time to time (as described at (c) and (d) below), to create any Material change, lien or other Encumbrance on the assets of the Company taken as whole or any lien on the shares in the Company.

- To enter into any partnership, joint venture or profit-sharing arrangement with any party (other than the entry into arrangements with wholly-owned special purpose vehicles to hold real estate assets in the ordinary course of Business or arrangements in the ordinary course of trading of the Business).

- To cancel or compromise debts owed to the Company in an amount in excess of five per cent (5%) of the book value of the Company's total assets in aggregate.

- The entry into of any contract between the Company and the holder of Patron Shares or any Patron Affiliate which is not a bona fide contract on arm's length terms.

- Subject to the Board complying with their fiduciary duties, the filing of any application giving rise to an Insolvency Event.

- To the extent that such action would disproportionately prejudice the rights of the Invesco Shares:

* changing the share capital or loan capital structure of the Company, including the creation, allotment, issue, reduction, repurchase, redemption or cancellation of any Shares or other Securities, or entering into any agreement, arrangement or obligation to effect the same;

* modifying or varying of the rights attaching to any class of its Shares or loan capital or the granting of any options or other like rights to acquire any of its Shares or other Securities, or entering into any agreement, arrangement or obligation to effect the same;

* altering the Articles; or

* any changes to the Articles;

- Any amendments to the MIP Terms (as defined in any Agreement) that constitute a material change in economic terms to the detriment of Invesco;

Provided that none of the above matters requiring unanimous consent should include any of the following:

* anything done in furtherance of the implementation, administration or variation of a management incentive plan as agreed in the Core Business Plan;

* anything done in furtherance of the implementation of the MIP (as defined in any Agreement) in accordance with the MIP Terms (as defined in any Agreement);

* anything done in connection with Patron Default Funding;

* borrowing money in order to refinance any existing real estate loans relating to any of the Existing Properties (as defined in any Agreement) comprising the Existing Portfolio (as defined in any Agreement) provided that Existing Portfolio Net Debt (as defined in any Agreement) in relation to the Existing Portfolio does not exceed one hundred fifteen million euros (EUR 115,000,000) and the Existing Property LTV (as defined in any Agreement) in respect of each individual Existing Property comprising the Existing Portfolio does not exceed seventy per cent (70%); or

* borrowing money secured against any real estate acquired by the Group following the issuance of the Invesco Shares provided such borrowing does not exceed an amount equal to sixty-five per cent (65%) of the market value of such real estate acquired."

Waterfall Returns means, on an Exit, the aggregate amount of Investment Proceeds less any default interest that may become payable by the Company to either Investor Shareholder pursuant to any Agreement (if any).

Fourth resolution

The Shareholders unanimously resolve to amend the register of shares of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company and/or any lawyer or employee practising within/employed by the law firm Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, each one of them acting individually, with full power of substitution under their sole signature, to proceed in the name and on behalf of the Company, with the registration of the above changes in the register of shares of the Company, including, for the avoidance of doubt, the signature of said register, of the changes mentioned under the resolutions above.

The Shareholders further unanimously resolve to grant power and authority to any lawyer or employee practising within/employed by the law firm Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, to see to any formalities in connection with the above changes, with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) and the relevant publication in the Official Gazette and more generally, to accomplish any and all formalities which may be required, necessary or simply useful in connection with and for the purpose of the implementation of the above resolutions.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the Proxyholder, the present deed is worded in English followed by a German version. At the request of the same Proxyholder and in case of divergences between the English and German versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the Proxyholder, who is known to the notary by its surname, name, civil status and residences, the said Proxyholder signed the present deed together with the notary.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am siebzehnten Juli,
hat vor dem unterzeichneten Notar, Maître Jacques Kessler, mit Amtssitz in Pétange, Großherzogtum Luxemburg,
wurde eine außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) der Patron Generator S.à r.l. stattgefunden, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital von sechzehntausenddreihundertdreundneunzig Euro und fünfundvierzig Cent (EUR 16.393,45), und eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 123327 (die Gesellschaft) abgehalten.

Die Gesellschaft wurde gemäß einer Urkunde vom 15. Dezember 2006 gegründet, aufgenommen durch Maître André Schwachtgen, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, die im Amtsblatt von Luxemburg (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (das Amtsblatt), Nummer 336 vom 9. März 2007 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft (die Satzung) wurde letztmalig gemäß einer Urkunde vom 2. Juni 2015, aufgenommen durch Maître Martine Schaeffer, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aktuell noch nicht im Amtsblatt veröffentlicht, geändert.

SIND ERSCHIENEN:

Patron Investments III S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 123.328, mit einem Stammkapital in Höhe von vierzehntausendneuhundert Euro (EUR 14.900) (Patron); und

Invesco Mortgage Recovery Fund II, L.P., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter dem Recht des Staates Delaware, Vereinigte Staaten von Amerika, mit Sitz in 1209, Orange Street, USA -19801 Wilmington, Delaware, Vereinigte Staaten von Amerika, eingetragen im Gesellschaftsregister in Delaware unter der Nummer 5484270 (Invesco).

(Patron und Invesco werden im Folgenden gemeinsam als die Gesellschafter bezeichnet),

ordnungsgemäß und wirksam für diese Zwecke vertreten durch Frau Sofia Afonso-Da Chao Conde, Angestellte, geschäftsansässig in Pétange, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund von privatschriftlichen Vollmachten (der Vertreter).

Die entsprechenden Vollmachten sind ohne Änderungen von dem Vertreter namens und in Vollmacht der Gesellschafter zu unterzeichnen und mit der vorliegenden Urkunde zu verbinden und zusammen mit der Urkunde bei der für die Eintragung zuständigen Behörde einzureichen.

Die wirksam vertretenen Gesellschafter haben den Notar gebeten folgendes zu beurkunden:

1. Die Gesellschafter halten gemeinsam sämtliche der eine Million sechshundertneunddreißigtausenddreihundertfünfundvierzig (1.639.345) Anteile am Stammkapital der Gesellschaft, mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), die das gesamte Stammkapital der Gesellschaft darstellen (die Anteile).

2. Die Gesellschafter sind einverstanden folgende Tagesordnungspunkte zu beraten und zu beschließen (die Tagesordnung):

(a) Schaffung einer neuen Kategorie von Anteilen der Gesellschaft, die als B Anteile bezeichnet werden, je mit einem Nennwert von einem Eurocent (EUR 0,01);

(b) Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von sechs Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 6,63) durch eine Bareinlage in derselben Höhe, um es von seiner aktuellen Höhe von sechzehntausenddreihundertdreundneunzig Euro und fünfundvierzig Cent (EUR 16.393,45) auf die neue Höhe von sechzehntausendvierhundert Euro und acht Cent (EUR 16.400,08) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe von sechshundertdreundsechzig (663) neuer B Anteile der Gesellschaft (die B Anteile) mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01) (die B Anteil Ausgabe);

(c) Beschluss die Satzung der Gesellschaft zu ändern und neu zu formulieren, um die B Anteil Ausgabe, sowie sämtliche Rechte und Pflichten diese B Anteile, wiederzugeben;

(d) Änderung des Anteilsregisters der Gesellschaft (i) zur Erfassung der B Anteil Ausgabe mit Erteilung der nötigen Vollmachten an jedes Mitglied des Geschäftsführerrats der Gesellschaft und Anwalt oder Angestellten von Allen & Overy, société en commandite simple, eingetragen auf Liste V der Anwaltskammer Luxembourg, jeweils mit Substitutionsvollmacht, (ii) um im Auftrag der Gesellschaft, die Eintragung der obengenannten Änderungen im Anteilsregister vorzunehmen sowie (iii) und um sämtliche Formalitäten die in diesem Zusammenhang erforderlich, notwendig oder nützlich sind, vorzunehmen; und

(e) Verschiedenes im Zusammenhang mit, aber nicht ausdrücklich in den Schritten unter (a) bis (d) hierüber beschrieben.

3. Sodann treffen die Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen einstimmig und mit Wirkung auf den 18. Juli 2015, eine neue Kategorie von Anteilen der Gesellschaft zu schaffen, die als B Anteile bezeichnet werden, mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01).

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen einstimmig und mit Wirkung auf den 18. Juli 2015 eine Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von sechs Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 6,63) zu erhöhen, um es von seiner aktuellen Höhe von sechzehntausenddreihundertdreundneunzig Euro und fünfundvierzig Cent (EUR 16.393,45), auf die neue Höhe von sechzehntausendvierhundert Euro und acht Cent (EUR 16.400,08) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe der B Anteile mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01).

Zeichnung - Einzahlung

Patron erklärt hiermit ausdrücklich sämtliche B Anteile zu zeichnen, mit einem gesamten Bezugswert von sechs Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 6,63), und sie vollständig einzuzahlen mittels einer Bareinlage bestehend aus sechs Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 6,63) (der Bezugswert).

Der Bezugswert wird komplett dem Stammkapitalkonto der Gesellschaft zugeführt.

Patron erklärt des Weiteren, dass der Betrag von sechs Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 6,63), der zur B Anteil Ausgabe verwendet werden soll, mit sofortiger Wirkung der Gesellschaft frei zur Verfügung steht, was durch den Notar belegt wurde, im Einklang mit einem Sperrzertifikat welches durch die Bank der Gesellschaft in dieser Hinsicht ausgestellt worden ist, und der unterzeichnende Notar stellt ausdrücklich die Verfügbarkeit des durch Patron gezahlten Betrags fest.

Als Folge der B Anteil Ausgabe stellen die Gesellschafter ausdrücklich fest, dass das Stammkapital der Gesellschaft, welches nunmehr sechzehntausendvierhundert Euro und acht Cent (EUR 16.400,08) beträgt, gemäß folgender Verhältnisse zwischen den Gesellschaftern verteilt ist:

(i) eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Anteile, mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), die einen Gesamtwert von zwölftausendfünfhundert Euro darstellen, werden von Patron gehalten;

(ii) dreihundertneunundachzigtausenddreihundertfünfundvierzig (389.345) Anteile, mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), die einen Gesamtwert von dreitausendachthundertdreundneunzig Euro und fünfundvierzig Cent (EUR 3.893,45) darstellen, werden von Invesco gehalten; und

(iii) alle sechshundertdreundsechzig (663) B Anteile mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), die einen Gesamtwert von sechs Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 6,63) darstellen, werden von Patron gehalten.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen einstimmig die Satzung der Gesellschaft neu zu formulieren. Der Wortlaut ist demnach nunmehr folgender:

A. Gesellschaftszweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es besteht unter den gegenwärtigen Inhaber(n) der Anteile und all denen, die in Zukunft Gesellschafter werden können, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die Gesellschaft), die durch das Handelsgesetzbuch sowie durch diese Satzung geregelt ist.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung aller Geschäfte im direkten oder indirekten Zusammenhang mit dem Erwerb, der Entwicklung und der Nutzung von weltweiten Grundstücken sowie dem Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen jedweder Form, und der Verwaltung, Leitung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft kann ihre Mittel verwenden, um ein Portfolio von Wertpapieren und Patenten gleich welcher Herkunft, aufzubauen, zu verwalten, zu entwickeln und hierüber zu verfügen, und um durch Investitionen, Zeichnung, Übernahme oder Option, Wertpapiere und Patente, zu erwerben, um sie durch Verkauf, Übertragung, Austausch oder anderweitig zu realisieren. Die Gesellschaft kann auch Bürgschaften und Sicherheiten zugunsten Dritter gewähren, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder einem anderen Unternehmen zu sichern. Die Gesellschaft kann einige oder alle ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder anderweitig Sicherheiten hieran bestellen. Die Gesellschaft kann auch Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder Dritten Kredite gewähren. Die Gesellschaft kann in jeder Form leihen und insbesondere private Obligationsanleihen ausgeben.

Art. 3. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft soll den Namen PATRON GENERATOR S.à r.l. tragen.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg. Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Die Gesellschaft darf Zweigniederlassungen oder Betriebsstätten in- und außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichten und unterhalten.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt sechzehntausendvierhundert Euro und acht Cent (EUR 16.400,08), aufgeteilt in (i) eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Anteile, die durch Patron gehalten werden, mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01) (die Patron Anteile), (ii) dreihundertneunundachzigtausenddreihundertfünfundvierzig (389.345) Anteile, die durch Invesco gehalten werden, mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01) (die Invesco Anteile), und (iii) sechshundertdreundsechzig (663) Anteile der Klasse B, mit einem Nennwert von je einem Eurocent

(EUR 0,01), die gemäß dieser Satzung und den Bedingungen des Handelsgesetzbuchs rückkaufbar sind (die B Anteile, und gemeinsam mit den Patron Anteilen und den Invesco Anteilen, die Anteile).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch einen Beschluss der Mehrheit der Gesellschafter, die zusammen mindestens dreiviertel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, geändert werden.

Art. 8. Pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzelne Person als ihren Vertreter benennen.

C. Übertragung von Anteilen

Art. 9. Unter Lebenden dürfen die Anteile nur mit der Zustimmung der Dreiviertelmehrheit der Gesellschafter in einer Hauptversammlung und vorbehaltlich (i) den Bestimmungen dieser Satzung und (ii) den Bedingungen einer Vereinbarung übertragen werden.

Art. 10. Jeder Gesellschafter verpflichtet sich gegenüber jedem anderen Gesellschafter und der Gesellschaft, (a) außer im Falle einer Erlaubten Übertragung, die Wertpapiere (oder einen Anteil hiervon), die er von Zeit zu Zeit hält, weder zu verkaufen, zu übertragen, zu belasten oder anderweitig zu veräußern und (b) Wertpapiere nur im Einklang mit dieser Satzung und den Bedingungen einer Vereinbarung zu übertragen.

Art. 11. Wertpapiere dürfen, vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Satzung, den unabdingbaren Vorschriften des Handelsgesetzbuchs und den Bedingungen jeder Vereinbarung, jederzeit übertragen werden:

i. durch den Inhaber von Patron Anteilen oder durch den Inhaber von Invesco Anteilen, sofern die vorherige Zustimmung des anderen Gesellschafters in Übereinstimmung mit Artikel 189 des Handelsgesetzbuchs;

ii. durch den Inhaber von B Anteilen an einen B Anteil Erlaubten Übernehmer mit der vorhergehenden von Patron erteilten schriftlichen Zustimmung;

iii. durch die Inhaber von Patron Anteilen an eine Patron Gruppen-Gesellschaft, oder durch den gutgläubig handelnden Inhaber von Invesco Anteilen an eine Invesco Gruppen-Gesellschaft, sofern der Inhaber der Invesco Anteile dem Inhaber der Patron Anteile jede durch ihn angemessen angeforderte Information geliefert hat, die der Inhaber der Patron Anteile zu Zwecken der Identifizierung einer solchen Invesco Gruppen-Gesellschaft und um sicherzustellen, dass es sich um einen bona fide Multi-Investor und Multi-Investmentfonds handelt, benötigt;

iv. durch den Inhaber von Patron Anteilen an jede Person, sofern der Inhaber der Patron Anteile sich das Recht vorbehält, (entweder direkt oder indirekt) (a) das Stimmrecht von mehr als 50% der Anteile auszuüben und (b) die Mehrheit der Geschäftsführer als Patron Geschäftsführer zu benennen;

v. durch jeden Gesellschafter gemäß Artikel 16 bis 19 dieser Satzung;

vi. durch den Inhaber von B Anteilen gemäß Artikel 19 bis 20 dieser Satzung;

vii. durch den Inhaber von Invesco Anteilen gemäß Artikel 15 dieser Satzung; oder

viii. durch den Inhaber von Patron Anteilen gemäß Artikel 20 dieser Satzung (jede Übertragung nach Artikel 11 (i) bis (viii) ist eine Erlaubte Übertragung, und jeder Empfänger einer solchen Erlaubten Übertragung ist ein Erlaubter Übernehmer).

Art. 12. Sollte eine Schwestergesellschaft eines Investor-Gesellschafters Wertpapiere von diesem Gesellschafter erworben haben als Erlaubter Übernehmer unter Artikel 11(iii) (oder von einer anderen Schwestergesellschaft des Gesellschafters, im Rahmen dieses Artikel 12), und hört diese Schwestergesellschaft auf, eine Schwestergesellschaft dieses Gesellschafters zu sein, ist diese Schwestergesellschaft verpflichtet, vor dem Tag an dem sie aufhört Schwestergesellschaft zu sein, alle, und nicht weniger als alle, Wertpapiere die sie hält (oder in Bezug auf welche sie registrierter Inhaber ist) an den betroffenen Gesellschafter oder eine Schwestergesellschaft dieses Gesellschafters, zu übertragen. Der Gesellschafter ist verpflichtet dies herbeizuführen.

Art. 13. Der Inhaber von Invesco Anteilen, der solche Anteile zum Zeitpunkt ihrer Ausgabe gezeichnet hat, kann keine seiner Wertpapiere während des Zeitraums beginnend mit der Ausgabe der Invesco Anteile und bis zum früheren Zeitpunkt von: (i) dem Datum welches 18 Monate nach der Ausgabe der Invesco Anteile liegt oder (ii) dem Datum an dem der Inhaber der Invesco Anteile einige oder sämtliche seiner Finanzierungszusagen unter einer Vereinbarung erfüllt hat (die Sperrfrist) übertragen.

Art. 14. Der Inhaber von B Anteilen der solche B Anteile zum Zeitpunkt ihrer Ausgabe gezeichnet hat, darf keine seiner Wertpapiere, außer durch eine Erlaubte Übertretung, übertragen.

Art. 15. Ungeachtet einer gegenteiligen Bestimmung in dieser Satzung oder einer Vereinbarung, soll der Inhaber von Invesco Anteilen oder B Anteilen beziehungsweise jeder ihrer jeweiligen Erlaubten Übernehmer nicht einen Teil oder alle der Wertpapiere, die er hält, direkt oder indirekt, an jegliche in Vereinbarungen als ausgeschlossene Übernehmer oder Konkurrenten bezeichneten (die Ausschlossenen Übernehmer) übertragen oder zu übertragen versuchen, ohne zuerst die vorherige schriftliche Zustimmung der Inhaber der Patron Anteile zu erfragen, welche Letztere ohne Begründung verweigern können.

Art. 16. Der Inhaber der Invesco Anteile kann zu jeder Zeit nach Ablauf der Sperrfrist durch schriftliche Mitteilung an den Inhaber der Patron Anteile und an die Gesellschaft verlangen, entweder (i) alle, aber nicht weniger als alle, Wertpapiere die er zu diesem Zeitpunkt hält (die Invesco Wertpapiere), zu übertragen oder (ii) verlangen, dass jegliches bestehendes Gesellschafterdarlehen, welches durch den Inhaber der Invesco Anteile von Zeit zu Zeit gewährt wurde, geändert und erneuert wird (welches dann ein Neuer Schuldschein ist), und daraufhin alle, aber nicht weniger als alle neuen Schuldscheine, an Dritte mit Ausnahme der Ausgeschlossenen Übernehmer, vorbehaltlich der Bedingungen und Konditionen einer Vereinbarung, übertragen werden (das Invesco Übertragungsrecht).

Art. 17. Wenn der Inhaber der Patron Anteile beabsichtigt, vorbehaltlich des Artikel 21 dieser Satzung, Wertpapiere an eine oder mehrere Verbundene Personen zu übertragen und eine solche Übertragung keine Erlaubte Übertragung i.S. von Artikel 11 dieser Satzung darstellt und wenn das Drag-Along Recht nicht ausgeübt wurde, muss der Käufer solcher Wertpapiere (der Tag - Anbieter) ein Angebot machen (das Tag -Angebot), vorbehaltlich der Bedingungen und Konditionen einer Vereinbarung, (i) wenn eine solche vorgeschlagene Übertragung durch den Inhaber der Patron Anteile eine Übertragung einer Mehrheitsbeteiligung darstellt oder zu einer Mehrheitsbeteiligung führt, alle, und nicht weniger als alle, Wertpapiere der Berechtigten Gesellschafter zu erwerben, oder (ii) wenn eine solche beabsichtigte Übertragung eines Inhabers von Patron Anteilen keine Übertragung einer Mehrheitsbeteiligung darstellt oder zu keiner Mehrheitsbeteiligung führt, muss er ein Angebot machen genauso viele Wertpapiere die durch den Berechtigten Gesellschafter gehalten werden zu erwerben, wie Wertpapiere durch den Patron Gesellschafter übertragen werden in Bezug auf die Gesamtzahl der durch den Inhaber der Patron Anteile gehaltenen Wertpapiere zu diesem Zeitpunkt (die Tag-Wertpapiere).

Art. 18. Jeder Berechtigte Gesellschafter, der das Tag-Angebot annehmen möchte (der Annehmende Gesellschafter) muss vor Ablauf des Tag-Angebots eine unwiderrufliche und bedingungslose schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft richten (die Annahmeerklärung, vorbehaltlich der Bedingungen und Konditionen einer Vereinbarung). Diese Annahmeerklärung macht die Gesellschaft zum Vertreter der Annehmenden Gesellschafter für den Verkauf der Tag-Wertpapiere unter den Bedingungen des Tag-Angebots, mit all ihren Rechten und frei von Belastungen.

Art. 19. Wenn der Inhaber der Patron Anteile beabsichtigt, eine Mehrheitsbeteiligung zu marktüblichen Konditionen an einen gutgläubigen Dritten oder an eine seiner Verbundenen Personen zu verkaufen (zusammen die Drag-Anbieter), hat der Inhaber der Patron Anteile das Recht, aber nicht die Verpflichtung, gemäß Artikel 21 dieser Satzung (das Drag-Along Recht), alle anderen Gesellschafter (die Gerufenen Gesellschafter) aufzufordern, alle, aber nicht weniger als alle, Wertpapiere die durch die Gerufenen Gesellschafter gehalten werden, frei von allen Belastungen und mit allen ihnen dann anhaftenden Rechten nach den Bestimmungen einer Vereinbarung an ihn zu verkaufen und zu übertragen.

Art. 20. Wenn, nach der Abgabe einer schriftlichen Mitteilung an die Gesellschaft durch die Inhaber der Patron Anteile, die das Drag-Along Recht vor der Übertragung der Wertpapiere an den Drag-Anbieter ausüben (die Drag-Along Mitteilung), entweder: (a) eine Person aufgrund der Ausübung einer vorbestehenden Option zum Ankauf von Wertpapieren oder durch die Ausübung eines anderen Rechts oder einer anderen Option oder sonst Inhaber der von der Gesellschaft ausgegebenen Wertpapiere wird, oder (b) zusätzliche Wertpapiere an einen bestehenden Gesellschafter aufgrund der Ausübung einer bereits bestehenden Kaufoption oder die Ausübung eines anderen Rechts oder einer anderen Option oder sonst abgegeben werden (jeweils, ein Options Gesellschafter), wird die Drag-Along Mitteilung an den jeweiligen Options Gesellschafter als an dem Datum abgegeben angesehen, an dem er die Wertpapiere erworben hat und zu denselben Bedingungen wie die vorherige Drag-Along Mitteilung. Der Options Gesellschafter ist in diesem Fall verpflichtet alle, und nicht weniger als alle, der von ihm so erworbenen Wertpapiere, an den Drag-Anbieter zu verkaufen und zu übertragen. Der Drag-Anbieter kann verlangen, und in diesem Fall gelten die Regelungen des Artikels 19 für den Options Gesellschafter entsprechend dergestalt als ob eine Bezugnahme auf den Gerufenen Gesellschafter den Options Gesellschafter umfasst, mit der Ausnahme, dass die Vollendung des Verkaufs der Wertpapiere an einem Datum erfolgen soll, das der Drag Anbieter nach freiem Ermessen auswählen kann.

Art. 21. Außer im Falle einer Erlaubten Übertragung, wenn zu irgendeinem Zeitpunkt der Inhaber der Patron Anteile (der Verkaufende Gesellschafter) beabsichtigt, alle, aber nicht weniger als alle, seine Wertpapiere zu übertragen oder sie zu verkaufen (zusammen die Verkaufswertpapiere) an eine oder mehrere Verbundene Personen, die nicht Erlaubte Übernehmer des Verkaufenden Gesellschafters sind, muss er dem Inhaber der Invesco Anteile (der Nichtverkaufende Gesellschafter) eine schriftliche Mitteilung (die Verkaufsmitteilung) machen, nach den Bestimmungen einer Vereinbarung. Wenn dieser am Ende der in der Verkaufsmitteilung gesetzten Annahmefrist nicht geantwortet hat, gilt die Verkaufsmitteilung als nichtig und der Verkaufende Gesellschafter ist frei die Verkaufswertpapiere ohne Einschränkung durch diesen Artikel 21 zu veräußern. Der Nichtverkaufende Gesellschafter muss auf die Verkaufsmitteilung dem Verkaufenden Gesellschafter schriftlich nach den Bestimmungen einer Vereinbarung antworten (die Angebotsmitteilung). Wenn der Verkaufende Gesellschafter am Ende der Annahmefrist der Angebotsmitteilung nicht auf das Angebot des Nichtverkaufenden Gesellschafters geantwortet hat, darf der Verkaufende Gesellschafter nach Ablauf der Annahmefrist jederzeit alle, aber nicht weniger als alle, seine Verkaufswertpapiere an einen neuen Gesellschafter, der ein gutgläubiger Käufer zu marktüblichen Konditionen ist, und an mit ihm Verbundene Personen übertragen; sofern der Verkaufende Gesellschafter seine Verkaufswertpapiere zu einem Preis, der geringer als 95% des Angebotspreises ist, anbietet, muss er zuerst eine weitere Verkaufsmitteilung in Übereinstimmung mit diesem Artikel 21 an die Nichtverkaufenden Gesellschafter ausstellen und

nach den Bestimmungen einer Vereinbarung den Nichtverkaufenden Gesellschaftern den Verkauf der Verkaufswertpapiere zu diesem niedrigeren Angebotspreis anbieten.

Art. 22. Die Zahlungsunfähigkeit oder der Konkurs eines Gesellschafters löst nicht die Auflösung der Gesellschaft aus.

Art. 23. Weder Gläubiger noch Rechtsnachfolger können aus irgendeinem Grund Siegel an Vermögensgütern oder Dokumenten der Gesellschaft anbringen.

D. Geschäftsführung

Art. 24. Die Geschäftsführer werden durch die Hauptversammlung, die auch die Dauer ihres Mandats bestimmt, ernannt. Der Inhaber der Patron Anteile schlägt der Gesellschaft schriftlich eine Liste mit Kandidaten für die Ernennung durch die Hauptversammlung zum Geschäftsführer vor, um eine Mehrheit der Geschäftsführer herzustellen (jeder ein Patron Geschäftsführer). Der Inhaber der Invesco Anteile darf der Gesellschaft schriftlich eine Liste mit Kandidaten für die Ernennung durch die Hauptversammlung zum Geschäftsführer vorschlagen, aus der ein Geschäftsführer ausgewählt wird (der Invesco Geschäftsführer). Die Hauptversammlung kann die Geschäftsführer jederzeit und Angabe von Gründen, abberufen.

Art. 25. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat (der Verwaltungsrat) geführt, der aus mindestens sechs (6) Geschäftsführern besteht, die keine Gesellschafter sein müssen. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens fünf (5) Patron Geschäftsführern, von denen drei (3) in Luxemburg ansässig sein müssen, und einem (1) Invesco Geschäftsführer. In jedem Fall hat der Verwaltungsrat immer zur Mehrheit aus Patron Geschäftsführern zu bestehen.

Art. 26. Die Gesellschaft wird in jedem Fall durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Patron Geschäftsführern vertreten, von denen mindestens einer (1) in Luxemburg ansässig sein muss.

Art. 27. Der Verwaltungsrat kann spezielle Vertretungsvollmachten durch notariell beglaubigte Vollmachten oder privatschriftliche Vollmachten erteilen.

Art. 28. Die operative Geschäftsführung der Gesellschaft kann an einen oder mehrere operative Geschäftsführer (délégué(s) à la gestion journalière), die aus den Mitgliedern des Verwaltungsrats ausgewählt (jeder ein Operativer Geschäftsführer) und vom Verwaltungsrat ernannt worden sind, der auch ihre speziellen Befugnisse festlegt, delegiert werden.

Art. 29. Der Verwaltungsrat wählt aus den Reihen seiner Patron Geschäftsführer einen Vorsitzenden aus.

Art. 30. Der Vorsitzende hat keine entscheidende Stimme.

Art. 31. Der Verwaltungsrat hat die umfangreichsten Befugnisse um gegenüber Dritten im Namen und auf Rechnung der Gesellschaft aufzutreten und sämtliche Geschäfte im Einklang mit dem Gesellschaftszweck gemäß Artikel 2 dieser Satzung und im Einklang mit Luxemburger Recht und einer Vereinbarung einzugehen.

Art. 32. Der Verwaltungsrat trifft sich auf die Einberufung durch seinen Vorsitzenden oder eines anderen Mitgliedes hin, an dem Ort, der in der Einberufungsmittelteilung angegeben ist. Der Vorsitzende hat den Vorsitz über sämtliche Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernannt der Verwaltungsrat aus seinen Reihen einen Vorsitzenden auf Zeit durch eine Mehrheitsabstimmung der anwesenden oder ordnungsgemäß und wirksam vertretenen Geschäftsführer. Eine schriftliche Einberufungsmittelteilung des Verwaltungsrats mit einer angemessenen detaillierten Tagesordnung zusammen mit entsprechenden Unterlagen muss den Geschäftsführern spätestens 5 Tage vor dem anvisierten Termin zugestellt werden; dies gilt nicht in Notfällen, deren Ursache und Hintergründe in der Einladung zu spezifizieren sind. Kein Punkt der Tagesordnung wird besprochen, sofern nicht eine Mehrheit der Geschäftsführer (einschließlich des Invesco Geschäftsführers) damit einverstanden sind. Eine Einberufungsmittelteilung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer sich schriftlich oder per Fax, E-Mail oder durch ein ähnliches Kommunikationsmittel damit einverstanden erklären.

Art. 33. Jeder Geschäftsführer kann sich für die Sitzung des Verwaltungsrats vertreten lassen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Fax oder per E-Mail zu seinem Vertreter ernannt. Jeder Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer bei einer Verwaltungsratssitzung vertreten und hat eine Stimme für sich und je vertretenem Geschäftsführer eine weitere Stimme.

Art. 34. Jeder Geschäftsführer kann, auch von unterschiedlichen Orten aus, an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt dass (i) die Mehrheit der Geschäftsführer sowohl in der Zahl als auch in den Anteilen der Stimmrechte bei und für die Dauer der Verwaltungsratssitzung in Luxemburg anwesend oder vertreten ist und (ii) jeder teilnehmende Geschäftsführer kann (a) jeden anderen der teilnehmenden Geschäftsführer hören und (b), sofern gewünscht, zu allen anderen Geschäftsführern gleichzeitig sprechen; eine Teilnahme an einer Verwaltungsratssitzung unter Nutzung dieser Mittel steht einer Teilnahme in persona gleich.

Art. 35. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig wenn mindestens drei (3) seiner Mitglieder, wovon mindestens 2 Patron Geschäftsführer und 1 Invesco Geschäftsführer sein müssen, bei der Verwaltungsratssitzung anwesend oder ordnungsgemäß und wirksam vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der bei der Verwaltungsratssitzung anwesend oder ordnungsgemäß und wirksam vertretenen Geschäftsführer verabschiedet. Im Falle einer Stimmgleichheit hat der Vorsitzende keine zweite oder ausschlaggebende Stimme.

Art. 36. Wenn die für die Beschlussfähigkeit nach Artikel 35 dieser Satzung erforderliche Mehrheit nicht innerhalb von 30 Minuten der geplanten Anfangszeit für die Sitzung anwesend ist, kann jeder Geschäftsführer verlangen, dass die Sitzung neu einberufen wird. Für diese neu einzuberufende Sitzung (die Neu Einberufene Sitzung) muss eine Einberufungsmitteilung mindestens 7 Geschäftstage vorher versendet werden außer wenn vor Beginn der Neu Einberufenen Sitzung alle Geschäftsführer einer kürzeren Frist zustimmen. Die Neu Einberufene Sitzung ist beschlussfähig, wenn ein Patron Manager anwesend ist.

Art. 37. Jeder Beschluss des Verwaltungsrats, der allen Geschäftsführern schriftlich übermittelt und von allen zur Abstimmung über den Beschlussgegenstand bei einer Verwaltungsratssitzung berechtigten Geschäftsführern als Zustimmung zu dem Beschluss unterschrieben wird, gilt als rechtmäßiger Beschluss des Verwaltungsrats vorausgesetzt, dass die Mehrheit der Geschäftsführer sich bei Unterzeichnung des Beschlusses in Luxemburg befunden hat. Ein solcher Beschluss kann von allen Geschäftsführern auf verschiedenen Kopien datiert und unterzeichnet werden, muss aber von allen Geschäftsführern unterzeichnet werden um wirksam zu sein. Die Mitteilung mit der solche Beschlüsse versandt werden soll einen Zeitpunkt angeben, bis zu dem die Geschäftsführer ihre Zustimmung (oder Ablehnung) zu dem Beschluss kundgegeben haben sollten. Solche Mitteilungen können per E-Mail gemacht werden, und gelten als an dem Tag, an dem die E-Mail verschickt wurde, überbracht. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift der Geschäftsführer. Sollte ein Geschäftsführer einen solchen Umlaufbeschluss nicht unterzeichnen, gilt dies als Ablehnung des Beschlusses durch diesen Geschäftsführer und der Beschluss gilt als nicht genehmigt.

Art. 38. Jeder Geschäftsführer hat während der Verwaltungsratssitzung eine (1) Stimme. Abgesehen von Einstimmigen Beschlussangelegenheiten und anderen spezifischen Fällen aus einer Vereinbarung oder Luxemburger Recht, werden alle Beschlüsse des Verwaltungsrats durch eine zustimmende Stimmabgabe der Mehrheit der Geschäftsführer getroffen. Wenn Einstimmige Beschlussangelegenheiten der Entscheidung des Verwaltungsrates unterliegen, darf dieser den Einstimmigen Beschlussangelegenheiten nur dann zustimmen und diese umsetzen, nachdem er die erforderlichen Zustimmungen der Gesellschafter ersucht und eingeholt hat. Zur Vermeidung von Zweifeln soll der Verwaltungsrat in jedem Fall für die Fassung und Umsetzung von Einstimmigen Beschlussangelegenheiten, die in seinen Verantwortungsbereich fallen, verantwortlich sein.

Art. 39. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung, oder im Falle seiner Abwesenheit, von seinem Vertreter oder einem anderen Mitglied des Verwaltungsrats unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle die in Gerichtsverfahren benutzt werden könnten sollen vom Vorsitzenden oder einem anderen Mitglied des Verwaltungsrats unterzeichnet werden.

Art. 40. Der Tod oder der Rücktritt des einzigen Geschäftsführers oder eines Mitglieds des Verwaltungsrats hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zu Folge.

Art. 41. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich für die im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß in Übereinstimmung mit dieser Satzung and den Bestimmungen einer Vereinbarung im Namen und auf Rechnung der Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten. Sie agieren nur als autorisierte Vertreter und sind daher für die Ausübung ihres Mandats nach Luxemburger Recht verantwortlich.

E. Beschlüsse der Gesellschafter

Art. 42. Eine Hauptversammlung kann durch den Verwaltungsrat einberufen werden, wenn ein Investor-Gesellschafter dies fordert. Eine solche Forderung muss schriftlich an die Gesellschaft gerichtet werden. Die Forderung muss die Beschlussgegenstände und die Beschlüsse angeben und ausreichend Details für eine Beschlussfassung enthalten. Bei Erhalt einer solchen Forderung und vorausgesetzt dass die vorgeschlagenen Angelegenheiten von den Gesellschaftern beschlossen werden dürfen, muss die Gesellschaft eine Hauptversammlung mit einer Frist von nicht weniger als fünfzehn (15) Geschäftstagen (sofern keine andere Frist unter Luxemburger Recht einzuhalten ist) oder einer kürzeren Frist der alle Gesellschafter zugestimmt haben, einberufen und unbeschadet sonstiger Gesellschafterrechte zur Einberufung einer Hauptversammlung nach Luxemburger Recht.

Art. 43. Jeder Gesellschafter hat das Recht, unabhängig von der Anzahl der Anteile die er hält, an jeder Hauptversammlung teilzunehmen. Jeder Anteil berechtigt seinen Inhaber zu einer (1) Stimme bei einer Hauptversammlung. Hauptversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, die der Verwaltungsrat für geeignet erachtet, solange die Hauptversammlung im Großherzogtum Luxemburg abgehalten wird.

Art. 44. Ein Patron Geschäftsführer wird Vorsitzender einer jeden Hauptversammlung.

Art. 45. Die Hauptversammlung ist beschlussfähig wenn mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals und jeweils mindestens ein Vertreter der Inhaber der Patron Anteile und der Invesco Anteile anwesend sind. Sollte die für eine Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl der Anwesenden innerhalb einer (1) Stunde nach dem angesetzten Beginn der Hauptversammlung nicht anwesend sein, muss die Hauptversammlung neu einberufen werden. Die Einberufung der neu einberufenen Hauptversammlung (die Neu Einberufene Hauptversammlung) muss mit einer Frist von mindestens sieben (7) Tagen e, außer wenn die Gesellschafter einstimmig eine kürzere Frist beschließen. Die Neu Einberufene Hauptversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens ein Gesellschafter der mindestens 30% der dann ausgegebenen Anteile der Gesellschaft (gegebenenfalls zusammen mit seinen Gruppen-Gesellschaften), hält.

Art. 46. Außer im Falle der Einstimmigen Beschlussangelegenheiten (in diesem Fall muss eine einstimmige Zustimmung oder Genehmigung eines in Luxemburg ansässigen Patron Geschäftsführers und des Invesco Geschäftsführers vorliegen (einschließlich sämtlicher Bedingungen die an eine solche Zustimmung oder Genehmigung geknüpft sind; falls ein solcher nicht bestellt ist bzw. solche nicht bestellt sind, muss eine einstimmige schriftliche Zustimmung oder Genehmigung aller Gesellschafter, die zusammen 100% des Gesellschaftskapitals und der Stimmrechte halten, vorliegen), oder sofern ausdrücklich anderweitig in dieser Satzung bestimmt oder erforderlich nach Luxemburger Recht oder in Übereinstimmung mit den Bestimmungen einer Vereinbarung, erfordern (i) alle ordentlichen Beschlüsse der Hauptversammlung durch einen zustimmenden Beschluss der Mehrheit der bei der Hauptversammlung anwesenden oder ordnungsgemäß und wirksam vertretenen stimmberechtigten Gesellschafter getroffen, und (ii) werden alle außergewöhnlichen Beschlüsse der Hauptversammlung durch eine Mehrheit der Gesellschafter gefasst, die zusammen mindestens 75% des Gesellschaftskapitals halten.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlüsse - Gewinnverteilung - B Anteile

Art. 47. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 48. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und der Verwaltungsrat bereitet das Inventar einschließlich einer Angabe der Aktiva und Passiva der Gesellschaft vor. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 49. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zurückgelegt (die Gesetzliche Rücklage), bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals enthält. Nach Einbringung in die Gesetzliche Rücklage entscheidet die Hauptversammlung wie der restliche Teil des Jahresnettogewinns verwendet wird, indem ein Teil oder der gesamte Rest einer Rücklage oder Rückstellung zugewiesen wird, indem er auf das nächste Geschäftsjahr vorgeschrieben wird, oder indem er, zusammen mit vorgetragene Gewinnen, ausschüttungsfähigen Rücklagen oder Kapitalrücklagen, an die Gesellschafter ausgezahlt wird.

Art. 50. Nach der Einbringung in die Gesetzliche Rücklage, und sofern und soweit die Gesellschaft in der Hauptversammlung, in der der Jahresabschluss der Gesellschaft genehmigt wird, beschließt eine jährliche Dividende im Einklang mit Artikel 197 des Handelsgesetzbuchs (eine Dividende) aus dem Gewinn oder aus ausschüttungsfähigen Rücklagen auszuzahlen, wird die Höhe des Dividenden-Anspruchs eines jeden Gesellschafters im Verhältnis seines Anteils an der Gesellschaft berechnet, sofern nicht jede Vereinbarung eine spezifischere Regelung enthält. Ungeachtet der Bestimmungen in diesem Artikel 50, darf die Gesellschaft keine Dividende ohne die Zustimmung der Investor-Gesellschafter.

Art. 51. Vorbehaltlich der Zustimmung eines jeden Investor-Gesellschafters, kann der Verwaltungsrat beschließen, Zwischendividenden auszuschütten sofern die zur Verfügung stehenden ausschüttungsfähigen Mittel in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht, dieser Satzung oder einer Vereinbarung ausreichen. Ungeachtet der Regelungen in diesem Artikel 51 darf die Gesellschaft keine Zwischendividenden ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Inhaber der Patron Anteile und der Invesco Anteile ausschütten.

Art. 52. Im Falle eines Austritts, soll die Kapitalverzinsung für B Anteile, unterliegend Artikel 53, auf einer Vollständig Verwässerten Basis und im Einklang mit folgendem berechnet werden: (i) soweit das Investor-Multiple kleiner oder gleich als 1,0x ist, sind die Inhaber der B Anteile zu keinem Anteil der Waterfall-Erträge berechtigt; (ii) soweit das Investor-Multiple grösser als 1,0x aber kleiner oder gleich als 1,28x ist, sind die Inhaber der B Anteile zu insgesamt 3% des Betrages, um den die Waterfall-Erträge das Investor-Multiple von 1,0 übertreffen aber nicht das Investor-Multiple von 1,28x übertreffen, berechtigt; (iii) soweit das Investor-Multiple grösser als 1,28x aber kleiner oder gleich als 2,0x ist, sind die Inhaber der B Anteile zu insgesamt 7% des Betrages, um den die Waterfall-Erträge das Investor-Multiple von 1,28 übertreffen aber nicht das Investor-Multiple von 2,0x übertreffen, berechtigt; und (iv) soweit das Investor-Multiple grösser als 2,0x ist, sind die Inhaber der B Anteile zu insgesamt 12% des Betrages um den die Waterfall-Erträge das Investor-Multiple von 2,0x zusammen mit der Verzinsung unter Artikel 52 (ii) und (iii) übertreffen, unter der Voraussetzung, dass die gesamten Waterfall-Erträge die den Inhaber der B Anteile durch die Anwendung der vorhergehenden Bestimmungen dieses Artikel 52 zustehen (die B Anteile-Waterfall-Erträge) durch einen mit dem Nicht Herausgegebenen Prozentsatz des B Anteile-Waterfall-Erträge gleichwertigen Betrag reduziert werden. Der „Nicht Herausgegebene Prozentsatz“ soll als folgende Prozentsatz ausgedrückt und gerechnet werden:

$$A / 1000 * 100$$

Wobei, A = 1000-B

B = Die Zahl der herausgegebenen B Anteile im Moment des Austritts.

Art. 53. Das Prinzip, welches sich an die Investor-Multiples-Stufen gemäß Artikel 52 anwendet, funktioniert so dass, sobald ein Investor-Multiple Schwellenwert erreicht ist, der relevante Anspruch-Prozentsatz der Inhaber der B Anteile nur an die Waterfall-Erträge über dem relevanten Schwellenwert angewandt wird (und nicht an die gesamten Waterfall-Erträge); und bei einer Erhöhung der Waterfall-Erträge, muss jede Investor-Multiple-Stufe integral aufgebraucht werden indem der relevante Stufen-Prozentsatz für die Inhaber der B Anteile angewandt wird bevor der nächste Stufen-Prozentsatz angewandt wird.

Art. 54. Zur Vermeidung von Zweifeln, die Waterfall-Erträge die einer bestimmten Anteilsklasse zugeteilt sind, werden proportional zu den gehaltenen Anteilen zwischen den Inhabern dieser Anteile zugeteilt.

Art. 55. Unmittelbar bevor und vorbehaltlich einer Börsennotierung, sollen die Inhaber von B Anteilen einer von den Investor-Gesellschafter vereinbarten Reorganisation des Gesellschaftskapital in Übereinstimmung mit einer Vereinbarung die gewährleistet, dass die Inhaber der B Anteile unmittelbar nach einer solchen Reorganisation die Anzahl an Anteilen in der Gesellschaft halten, die die jeweilige Anzahl der Waterfall-Erträge zu denen sie gemäß Artikel 52 berechtigt wären, zustimmen.

G. Rückzahlung oder Rückkauf von B Anteilen

Art. 56. Gemäß den Bestimmungen des Handelsgesetzbuchs, soll die Gesellschaft, zu jeder Zeit innerhalb 30 vollen Tagen durch die schriftliche Anfrage eines Inhabers von B Anteilen (die B Anteil-Rückkaufanfrage), alle B Anteile eines solchen Inhabers zu einem Preis von GBP 2.000 am Rückkaufdatum für alle B Anteile eines solchen Inhabers zurückkaufen.

Art. 57. Falls die Gesellschaft nicht im Stande ist jegliche B Anteile gemäß Artikel 56 zurück zu kaufen, soll die Gesellschaft den Kauf (durch die Gesellschaft, einen existierenden Gesellschafter oder einer Drittpartei) für jegliche B Anteile, innerhalb des in Artikel 56 beschriebenen Zeitlimits und Preises, beschaffen.

Art. 58. Falls jegliche B Anteile gemäß dieser Satzung zurückgekauft oder gekauft werden sollen, muss der betroffene Inhaber solcher B Anteile folgendes in seiner B Anteil-Rückkaufanfrage liefern:

- i. ein formgerechtes ausgeführtes Transferinstrument mit dem Namen des Erwerbers der B Anteile welche erworben oder zurückgekauft werden; und
- ii. solche andere Dokumente welche die Gesellschaft in einem vernünftigen Maße zum Effekt der Rückkäufe oder Erwerbungen erfordern kann.

Art. 59. Soweit B Anteile unter diese Sektion G transferiert oder erworben werden, soll der Inhaber solcher B Anteile diese frei von allen Rechten Dritter und Belastungen übertragen.

Art. 60. Falls und soweit die B Anteile von einer Nominee-Gesellschaft gehalten sind, soll die zahlbare Summe unter dieser Sektion G einem Preis von GBP 2,000 zum Rückkaufdatum für jede Person für welche die Nominee-Gesellschaft die Anteile unter einer Nominee-Vereinbarung hält entsprechen.

Art. 61. Alle unter diesem Abschnitt G erworbenen B Anteile werden entweder: (i) (vorbehaltlich Artikel 61(ii)) wenn sie von der Gesellschaft erworben werden, gelöscht; oder (ii) wenn sie von der Gesellschaft, einem bestehenden Gesellschafter oder einem Dritten erworben werden, von der Gesellschaft, einem bestehenden Gesellschafter oder einem solchen Dritten zu Gunsten der natürlichen Personen die gegenwärtige oder zukünftige Mitarbeiter, Direktoren, Handlungsbevollmächtigte oder Berater (und einschließlich Treuhänder und Strohänner die ernannt worden sind, den Rechtsanspruch auf diese B Anteile zu Gunsten dieser Mitarbeiter, Direktoren, Handlungsbevollmächtigte oder Berater) der Gruppe sind, gehalten.

H. Auflösung - Abwicklung

Art. 62. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft, wird die Gesellschaft von einem oder mehreren Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, und die von der Hauptversammlung ernannt werden, die auch ihre Befugnisse und Honorare beschließt, abgewickelt. Sofern nichts anderes bestimmt ist, haben die Liquidatoren die weitest möglichen Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und zum Ausgleich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Art. 63. Beim Eintritt eines Insolvenzereignisses, werden etwaige überschüssige Vermögenswerte der Gruppe, die nach Ausgleich der Verbindlichkeiten, mit Ausnahme von Verbindlichkeiten gegenüber Inhabern von Patron Anteilen und Invesco Anteilen, übrig bleiben, anteilig an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Anteile an der Gesellschaft, nach Maßgabe einer Vereinbarung verteilt werden.

Art. 64. Beim Eintritt eines Insolvenzereignisses, werden etwaige überschüssige Vermögenswerte der Gruppe, die nach Ausgleich der Verbindlichkeiten, mit Ausnahme von Verbindlichkeiten gegenüber Inhabern von Patron und Invesco Anteilen, übrig bleiben, wie in Artikel 63 dieser Satzung bestimmt, nach Maßgabe einer Vereinbarung an die Gesellschafter verteilt. Jeder Gesellschafter verpflichtet sich, soweit er die Mittel hierzu von der Gruppe nach einem Insolvenzereignis erhalten hat, den anderen Gesellschaftern diejenigen Beträge zu zahlen, die nötig sind, damit alle überschüssigen Vermögenswerte der Gruppe nach Ausgleich der Verbindlichkeiten, mit Ausnahme von Verbindlichkeiten gegenüber Inhabern von Patron Anteilen und Invesco Anteilen, den Investoren in Übereinstimmung mit Artikel 63 zugeteilt und ausgezahlt worden sind.

I. Anwendbares Recht - Konflikte

Art. 65. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen Luxemburger Recht und den Bestimmungen einer Vereinbarung. Sofern Regelungen in dieser Satzung mit Regelungen in einer Vereinbarung in Konflikt stehen, haben die Regelungen einer Vereinbarung zwischen den Parteien Vorrang, sofern dies nach Luxemburger Recht zulässig ist.

Art. 66. Diese Satzung ist in englischer Sprache verfasst gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text, ist der englische Text maßgebend.

J. Definitionen

Annahmeerklärung hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 18 zugewiesen wird.

Annahmefrist hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 21 zugewiesen wird.

Annehmender Gesellschafter hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 18 zugewiesen wird.

Schwestergesellschaften bedeutet Patron Schwestergesellschaft oder Invesco Schwestergesellschaft, wie der Zusammenhang dies erfordert.

Vereinbarung bedeutet jede Vereinbarung bezüglich der Gesellschaft welche zwischen den Gesellschaftern (oder zwischen zweier von ihnen) von Zeit zu Zeit getroffen wurde beziehungsweise noch in Kraft ist

Jährlicher Geschäftsplan bezeichnet den jährlichen Geschäftsplan für jedes Jahr nach dem Jahr auf welches der ursprüngliche Geschäftsplan bezieht, welcher auf einer einheitlichen Grundlage mit dem Kerngeschäftsplan erstellt und vom Verwaltungsrat verabschiedet wird.

Verkauf von Vermögenswerten bedeutet den Verkauf durch die Gesellschaft oder einem anderen Mitglied der Gruppe von allen oder fast allen Vermögenswerten und Unternehmen an einen einzigen Käufer oder mehrere Käufer, in Rahmen einer einzigen Transaktion oder einer Reihe von zusammenhängenden Transaktionen, außerhalb einer solventen Restrukturierung.

B Anteile bezeichnet sechshundertdreundsechzig (663) B Stammanteile mit einem Nennwert von je einem Eurocent (EUR 0,01), rückkaufbar nach dieser Satzung und gemäß den Regelungen des Handelsgesetzbuchs.

B Anteil Erlaubter Übernehmer bezeichnet jeden bereits bestehenden Inhaber von B Anteilen außer dem übertragenden Inhaber der B Anteile, oder jede natürliche Person die ein Mitarbeiter, Direktor, Handlungsbevollmächtigter oder Berater (und einschließlich Treuhänder und Strohänner die ernannt worden sind, den Rechtsanspruch auf diese B Anteile zu Gunsten dieser Mitarbeiter, Direktoren, Handlungsbevollmächtigte oder Berater) eines Mitglieds der Gruppe ist.

Geschäft bedeutet die laufenden Geschäfte der Gruppe und die in Kerngeschäftsplänen, dem Ursprünglichen Geschäftsplan und dem Jährlichen Geschäftsplan vorgeschlagenen Geschäfte, sowie damit zusammenhängende Geschäfte.

Geschäftstag bedeutet jeder Tag außer einem Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertag, wenn die Banken in Luxemburg, London und den Vereinigten Staaten von Amerika für Geschäfte geöffnet sind.

Gerufene Gesellschafter hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 19 zugewiesen wird.

Kerngeschäftsplan bedeutet den Kerngeschäftsplan der Gruppe.

Handelsgesetzbuch bedeutet das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung.

Gesellschaft hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 1 zugewiesen wird.

Konkurrent bezeichnet jede Person, die direkt oder indirekt (einschließlich, ohne Einschränkung, durch jede mit ihr verbundenen Personen) eine Beteiligung an einer Gesellschaft für Mehrfamilienunterkünfte oder Herbergen hält, oder die anderweites in der Bereitstellung von Unterkünften oder Herbergen tätig ist.

Verbundene Person bezeichnet jede Person, (a) jede Gesellschaft die eine Tochtergesellschaft o.ä. dieser Person ist, (b) jede Gesellschaft über die die Gesellschaft unter (a) direkt oder indirekt Macht ausüben kann, indem sie (i) 50% oder mehr der Stimmen, die in einer Generalversammlung abgegeben werden können hält, oder (ii) Geschäftsführer die eine Mehrheit bei Geschäftsführerversammlungen halten, benennen oder abberufen kann, (c) jeder gepoolte oder kollektive Fonds (ein bona fide Multi-Investmentfonds) für den die Gesellschaft unter (a) oder (b) Komplementärin ist.

Mehrheitsbeteiligung bezeichnet Anteile (oder das Recht die Stimmrechtsabgabe dieser Anteile zu kontrollieren) die in der Summe mehr als 50% des Gesamtzahl der Stimmrechte zu dem relevanten Moment darstellen.

Dividende hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 50 zugewiesen wird.

Drag-along Recht hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 19 zugewiesen wird.

Drag-Along Mitteilung hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 20 zugewiesen wird.

Drag-Anbieter hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 19 zugewiesen wird.

Berechtigte Gesellschafter bezeichnet alle Gesellschafter außer (a) dem Tag-Anbieter oder (b) jedem Halter von Patron Anteilen.

Belastung bezeichnet alle Ansprüche, Hypotheken, Gebühren (fest oder variabel) Pfand, Verpfändung, Garantie, Treuhand, Aufrechnungsrecht oder andere Rechte Dritter (juristisch oder sonstiger) einschließlich Vorkaufsrechte, Abtretungen durch Wertpapiere, Eigentumsvorbehalt oder andere Sicherungsrechte jeglicher Art, oder jede andere Vereinbarung oder Absprache (einschließlich Wertpapierpensionsgeschäfte) mit ähnlicher Wirkung.

Ausgeschlossener Übernehmer hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 15 zugewiesen wird.

Ausstieg bedeutet Verkauf, Verkauf von Vermögenswerten, Börsennotierung, Kapitalrückzahlung oder Refinanzierung.

Vollständig verwässerte Basis bedeutet die Annahme, dass sämtliche Wertpapiere welche gegen Anteile austauschbar oder umwandelbar wären, oder Rechte um Anteile zu zeichnen, zu dem anzuwendenden Wandlungspreis, unter jeglichem

Anteilstoptionsplan oder Management-Beteiligungsmodell so getauscht, umgewandelt oder ausgeübt worden sind, zu dem Umtausch- oder Umwandlungskurs oder zu dem Zeichnungspreis der sich im relevanten Berechnungsdatum auf die jeweiligen Wertpapier oder Rechte bezieht.

Hauptversammlung bezeichnet die Hauptversammlung der Gesellschafter.

Gruppe bezeichnet die Gesellschaft, ihre Tochtergesellschaften, jegliche Neue Holding Gesellschaft und andere neue Holding Gesellschaften der Gesellschaft welche aufgrund der Restrukturierung der Gesellschaft und/oder der Gruppe entsteht.

Ursprünglicher Geschäftsplan bezeichnet den ursprünglichen Geschäftsplan der Gruppe.

Insolvenzereignis bezeichnet die folgenden Umstände, außer wie ausdrücklich in einer Vereinbarung erlaubt: (a) die Gesellschaft wird aufgelöst oder Liquidiert, (b) die Gesellschaft ist nicht mehr in der Lage, ihre fälligen Schulden zu zahlen (cessation de paiements) oder ist i.S. von Artikel 437 des Luxemburger Handelsgesetzbuchs insolvent, oder (c) die Gesellschaft leitet gegen sich ein Verfahren für Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs ein (faillite) oder hat dies eingeleitet, oder ersucht andere Befreiung im Rahmen des Insolvenz- und Konkursrechtes (einschließlich, ohne Einschränkung, die Zusammensetzung mit Gläubigern (concordat preventif de faillite), ein Moratorium oder Aufschub von Zahlungen (sursis de paiement), eine kontrollierte Verwaltung (gestion contrôlée)), und, falls solche Verfahren gegen die Gesellschaft eingeleitet werden, wenn solche Verfahren (i) mit einem Urteil der Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs (faillite), oder die Eintragung einer Rechtsschutzordnung oder die Bestellung zur Abwicklung oder Liquidation enden, oder (ii) nicht innerhalb von 90 Kalendertagen verworfen oder zurückgewiesen werden, oder (d) die Gesellschaft oder jegliche andere Person reicht einen Antrag auf Bestellung eines commissaire, juge-commissaire, Liquidator, curateur oder eines ähnlichen Beamten unter Insolvenz- oder ähnlichen Verfahren stellt.

Invesco bezeichnet Invesco Mortgage Recovery Fund II, L.P., eine Kommanditgesellschaft gegründet nach den Gesetzen des Staates Delaware, registriert beim Staatssekretär des Bundesstaates Delaware unter der Nummer 5484270, mit Sitz im Corporation Trust Center, 1209 Orange Stree, Wilmington, Delaware 19801, USA.

Invesco Schwestergesellschaft bezeichnet (a) jede Gesellschaft die eine Tochtergesellschaft o.ä. dieser Person ist, (b) jede Gesellschaft über die die Gesellschaft unter (a) direkt oder indirekt Macht ausüben kann, indem sie (i) 50% oder mehr der Stimmen, die in einer Generalversammlung abgegeben werden können hält, oder (ii) Geschäftsführer die eine Mehrheit bei Geschäftsführerversammlungen halten, benennen oder abberufen kann, (c) jeder gepoolte oder kollektive Fonds (ein bona fide Multi-Investmentfonds) für den die Gesellschaft unter (a) oder (b) Komplementärin ist.

Invesco Investition bezeichnet die Gesamtbeträge, die von Zeit zu Zeit durch Invesco über Gesellschafterdarlehen oder Zeichnung von Invesco Anteilen, gewährt werden.

Invesco Prioritätsbetrag bedeutet die Summe der Folgenden: (a) eines jeden Kupons unter einem partiarischen Darlehen, welches der Gesellschaft durch Invesco gewährt wurde, zahlbar an den Halter der Invesco Anteile, und (b) eines Kupons unter einem partiarischen Darlehen, welches der Gesellschaft durch Invesco gewährt wurde, mit den bis zum Rechnungstag angelaufenen Zinsen, im Einklang mit jeglicher Vereinbarung.

Invesco Wertpapiere hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 16 zugewiesen wird.

Invesco Anteile hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 6 zugewiesen wird.

Invesco Übertragungsrecht hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 16 zugewiesen wird.

Investitionserträge bedeutet die Gesamtsumme von, wie zutreffend: (a) aller gezahlten oder zu zahlenden Dividenden (jeglicher Vereinbarung unterliegend) zum Datum an welchem die Investitionserträge berechnet werden; (b) im Falle: (i) einer Börsennotierung, der Gesamtwert aller Anteile oder aller Anteile in jeglicher Neuen Holding Gesellschaft (in EUR zu den nächsten drei Stellen hinter dem Komma ausgedrückt) für welches eine Börsennotierung erhalten wird (im Falle eines Verkaufsangebots ist dies der garantierte Übernahmekurs (oder falls zutreffend, der Mindestgebots-Preis), oder, im Falle eines Platzierung, der Platzierungspreis) (aber ausschließend jeglicher neuer Anteile welche im Rahmen einer Börsennotierung ausgegeben werden (außer jeglicher neuer Anteile welche durch die Kapitalisierung von Reserven ausgezahlt werden)) gekürzt um die Gesamtkosten der Börsennotierung wie sie den Gesellschaftern rechtmäßig zugeordnet werden können (soweit solche Kosten wie sie durch ein Mitglied der Gruppe getragen worden sind nicht in den Notierungskurs pro Anteil eingerechnet wurden oder werden); (ii) eines Verkaufs, die gesamte an Gesellschafter zu zahlende Vergütung bezüglich eines solchen Verkaufs, gekürzt um die Gesamtkosten des Verkaufs wie sie den Gesellschaftern rechtmäßig zugeordnet werden können und gekürzt um jede bedingte oder aufgeschobenen Vergütung, bis eine bedingte oder aufgeschobenen Vergütung erhalten wird; (iii) eines Verkaufs von Vermögenswerten, ein Betrag in Höhe der gesamten verfügbaren Summe für eine Zahlung oder Ausschüttung an Gesellschafter die sich aus dem Verkauf von Vermögenswerten ergibt, gekürzt um die Gesamtkosten des Verkaufs von wie sie den Gesellschaftern rechtmäßig zugeordnet werden können, und gekürzt um jede bedingte oder aufgeschobenen Vergütung, bis eine bedingte oder aufgeschobenen Vergütung erhalten wird; oder (iv) einer Kapitalrückzahlung, die Gesamtsumme (in einem Barbetrag in EUR ausgedrückt), die Gesellschaftern, gemäß jeglicher Kapitalrückzahlungsbestimmungen unter jeglicher Vereinbarung, zurückgezahlt oder ausgeschüttet wird, abzüglich der Kosten und Ausgaben die in diesem Zusammenhang den Gesellschaftern rechtmäßig zugeordnet werden können; und (c) alle anderen Mittel die in jeglicher Form zur Ausschüttung an die Investoren zur Verfügung stehen.

Investor-Multiple bezeichnet, im Moment eines Ausstiegs, der Quotient aus:

(a) den Waterfall-Erträgen die die Investor-Gesellschafter erhalten haben oder erhalten werden; geteilt durch

(b) die Gesamtsumme der Investition durch die Investor-Gesellschafter in die Gruppe unmittelbar vor einem solchen Ausstieg.

Investor-Gesellschafter bedeutet Patron und Invesco (wobei ein Investor Gesellschafter einer von ihnen ist).

Börsennotierung bedeutet die Zulassung einer jeder gesamten Klasse des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft (oder jeder Neuen Holding Gesellschaft), in Übereinstimmung mit den Bedingungen einer Vereinbarung.

Sperrfrist hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 13 zugewiesen wird.

Londoner Immobilie bezeichnet den Grundbesitz in Macnaghten House, Compton Place, London, WC1H 9SD, mit Besitznummer NGL718590, im Namen der Generator Hostel London Limited mit uneingeschränktem Eigentum registriert.

Luxemburger Recht bedeutet, ohne Einschränkung, jedes Gesetz und jede Verordnung die von Zeit zu Zeit im Großherzogtum Luxemburg in Kraft sind.

Geschäftsführer bedeutet Mitglied des Verwaltungsrats.

Wesentlich bedeutet, für die Zwecke der Definition von Einstimmigen Beschlussangelegenheiten, jegliche Ausgaben, Kosten oder Bildung einer Rückstellung mit einem Geldwert von nicht weniger als zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000), oder dem Gegenwert in einer anderen rechtlich gültigen Währung, auf einer individuellen Basis.

Neue Holding Gesellschaft bezeichnet jede neue Holding Gesellschaft der Gesellschaft, die zum Zwecke der Erleichterung der Refinanzierung oder der Börsennotierung gegründet wird.

Neuer Gesellschafter bezeichnet jede Person, die keine, und deren verbundene Personen keine Anteile der Gesellschaft halten. Für die Zwecke dieser Definition sind Erlaubte Übernehmer eines Gesellschafters keine Neuen Gesellschafter.

Nichtverkaufender Gesellschafter hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 21 zugewiesen wird. Angebotsmitteilung hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 21 zugewiesen wird.

Angebotspreis bezeichnet den Barpreis pro Verkaufssicherheit, den der Nicht Verkaufende Gesellschafter bereit ist dem Verkaufenden Gesellschafter zu zahlen, im die Verkaufswertpapiere zu erwerben.

Options Gesellschafter hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 20 zugewiesen wird.

Garantie der Muttergesellschaft bezeichnet die Zahlungsgarantie, die durch eine Holding Gesellschaft der Gesellschaft gegeben wird (jeweils die Garantin), in Bezug auf die Mietverträge der Londoner und der Pariser Immobilie, mit einer potentiellen Haftung für die jeweilige Garantin über EUR 5.000.000 (fünf Millionen)

Pariser Immobilie bezeichnet den Grundbesitz in 9 und 11, Place du Colonel Fabien, 11 rue Albert Camus und 1 rue Louis Blanc, in Paris (10. Bezirk), registriert auf der Gemeinde Paris, 10. Bezirk, Abschnitt BU, Nummer 69, mit einer Katasterfläche von 1.656 Quadratmetern.

Patron bedeutet Patron Investments III S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 123328

Patron Schwestergesellschaft bedeutet die Komplementärin und der Kommanditist von Patron Capital L.P III, und jeder Fonds der von Zeit zu Zeit durch Patron Capital Advisers LLP oder einem anderen Mitglied der Patron Gruppe, beraten wird.

Patron Standardzahlung hat die Bedeutung, die ihm durch jegliche Vereinbarung zugeschrieben wird.

Patron Gruppe bezeichnet jede Gesellschaft die eine Tochtergesellschaft oder Holding Gesellschaft der Patron ist. Zur Vermeidung von Zweifeln, kein Mitglied der Gruppe ist Teil der Patron Gruppe.

Patron Anteile hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 6 zugewiesen wird.

Erlaubte Übertragung hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 11(viii) zugewiesen wird.

Refinanzierung bezeichnet die Refinanzierung oder Re-Kapitalisierung der Gruppe, sei es durch zusätzliches Eigenkapital oder Fremdkapital.

Kapitalrückzahlung bezeichnet die Rückführung von Vermögenswerten an die Halter von Anteilen nach einer freiwilligen Liquidation der Gesellschaft, ausgenommen die Rückführung von Vermögenswerten an die Halter von Anteilen nach einem Insolvenzereignis.

Verkauf bezeichnet den Verkauf einer Mehrheitsbeteiligung an einen Neuen Gesellschafter oder an mehrere Neue Gesellschafter, im Rahmen einer einzigen Transaktion oder mehrerer zusammenhängender Transaktionen (außer an einen oder mehrere Erlaubte Übernehmer).

Verkaufsmitteilung hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 21 zugewiesen wird.

Verkaufswertpapiere hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 21 zugewiesen wird.

Wertpapiere bezeichnet jeden Anteil, jedes Gesellschafterdarlehen, ob verzinslich oder nicht, das von einem Gesellschafter gewährt wird, oder jedes andere Finanzinstrument welches von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft ausgegeben werden kann (außer, zur Vermeidung von Zweifeln, jede Neue Darlehensmitteilung).

Verkaufender Gesellschafter hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 21 zugewiesen wird.

Gesellschafter bezeichnet jeden oder jede Halter von Anteilen von Zeit zu Zeit.

Anteile hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 6 zugewiesen wird.

Tag - Angebot hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 17 zugewiesen wird.

Tag - Anbieter hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 17 zugewiesen wird.

Tag - Wertpapiere hat die Bedeutung, die ihm in Artikel 17 zugewiesen wird.

Einstimmige Beschlussangelegenheiten bezeichnet, beziehungsweise vorbehaltlich einer anderen Vereinbarung, jede der folgenden Angelegenheiten:

- Jede Änderung oder Wesentliche Abweichung vom Kerngeschäftsplan in der Zeit zwischen der Ausgabe der Invesco Anteile und dem 31. Dezember 2017 (oder wenn die Rendite der Invesco Investition durch eine Vereinbarung ausgeweitet wird).

- Jede Wesentliche Änderung des Ursprünglichen Geschäftsplans, aber nicht, zur Vermeidung von Zweifeln, eine Änderung der folgenden Jährlichen Geschäftspläne.

- Jede Wesentliche Veränderung der Richtung der gesamten Geschäfte (außer, zur Vermeidung von Zweifeln, die Umsetzung des Kerngeschäftsplans, des Ursprünglichen Geschäftsplans oder eines Jährlichen Geschäftsplans, sowie die Ausweitung des aktuellen Geschäfts - des Betriebs von Design-Herbergen einschließlich nebensächlicher Hotelnutzung).

- Jeder Ausstieg, ausgenommen eines Verkaufs gemäß Drag- und Tag- Rechten i.S. des Gesellschaftsvertrags.

- Der Verkauf der Londoner Immobilie und der Pariser Immobilie (jeweils ein Immobilien Verkauf) außer einer Sale and Lease-Back Vereinbarung, wie im Kerngeschäftsplan vorgesehen (aber einschließlich eines Verkaufs mit einer Garantie der Muttergesellschaft).

- Die Wiederinnlage durch die Gesellschaft von Erlösen aus einem Immobilien Verkauf, falls solche Erlöse nicht anderweitig an Gesellschafter verteilt werden.

- Eine Refinanzierung.

- Der Ruf nach einer Kapitalerhöhung oder die Ausgabe neuer Anteile oder anderer Wertpapiere, die vor-oder gleichrangig zur Invesco Investition oder anderer Invesco Prioritätsbeträge wäre.

- Das Leihen von Geld oder das Annehmen einer Kapitalspritze von einer Partei, in einem Betrag von mehr als zehn Millionen Euro (EUR 10 Millionen), oder in jedem Fall, einer Summe von mehr als zwanzig Millionen Euro (EUR 20 Millionen).

- Außer der Gewährung von Wertpapiere im Rahmen von Immobiliendarlehen welche die Gesellschaft von Zeit zu Zeit zeichnen kann, die das Schaffen von einer Wesentlichen Veränderung, einem Pfandrecht oder einer anderen Belastung für die Vermögenswerte der Gesellschaft.

- Das Eintreten in eine Partnerschaft, ein Joint Venture oder eine Gewinnbeteiligungsvereinbarung mit einer anderen Partei (mit Ausnahme des Eintritts in Vereinbarungen mit hundertprozentigen Zweckgesellschaften um Immobilienvermögen im Rahmen der normalen Geschäfte zu halten).

- Das Annullieren oder kompromittieren von Schulden der Gesellschaft in einer Höhe von mehr als 5% des Buchwerts des Gesamtvermögens der Gesellschaft.

- Den Eintritt in jeglichen Vertrag zwischen der Gesellschaft und dem Halter der Patron Anteile oder einer Patron Schwestergesellschaft, der nicht bona fide zu marktüblichen Konditionen abgeschlossen ist.

- Vorbehaltlich dass der Verwaltungsrat seinen treuhänderischen Pflichten nachkommt, die Einreichung jedes Antrags, der ein Insolvenzereignis einlätet.

- In dem Maße, dass solche Maßnahmen die Rechte der Invesco Anteile unverhältnismäßig beeinträchtigen:

- * Veränderung der Gesellschaftskapital- oder Darlehenskapitalstruktur der Gesellschaft, einschließlich der Schaffung, Zuteilung, Ausgabe, Reduktion, des Rückkaufs, der Rücknahme oder Annullierung von Anteilen oder Wertpapiere, oder der Abschluss von Vereinbarungen oder Verpflichtungen mit der gleichen Wirkung;

- * Veränderung oder Variierung der Rechte die einer Klasse von Anteilen anhängen, oder die Gewährung von Optionen oder ähnlichen Rechten, oder der Abschluss von Vereinbarungen oder Verpflichtungen mit der gleichen Wirkung;

- * Veränderung der Satzung; oder

- * Jegliche Änderung der Satzung.

Vorausgesetzt das keine der oben genannten Einstimmigen Beschlussangelegenheiten das Folgende enthalten:

- * Alles was zur Förderung der Umsetzung, Verwaltung oder Veränderung eines Management Incentive Plans im Sinne des Kerngeschäftsplans dient;

- * Alles was in Verbindung mit der Patron Standardfinanzierung steht;

- * Das Leihen von Geld um bestehende Immobiliendarlehen zu refinanzieren, die in Verbindung mit einer der Bestehenden Immobilien (wie in jeder Vereinbarung definiert) stehen, die das Bestehende Portfolio beeinflussen, sofern die Nettoverschuldung des Bestehenden Portfolios (wie in jeder Vereinbarung definiert) im Bezug auf das Bestehende Portfolio nicht höher als fünfzehn Millionen Euro (EUR 115.000.000) ist, und das Bestehende Immobilien LTV (wie in jeder Vereinbarung definiert) nicht höher als 70% ist; oder

- * Das Leihen von Geld welches gegen die Immobilien der Gruppe die von der Gruppe nach der Ausgabe der Invesco Anteile erworben wurden, sofern diese Kreditaufnahme einen Betrag in Höhe von 65% des Marktwertes einer solchen Immobilie nicht überschreitet.

Waterfall-Erträge bezeichnet, im Moment eines Ausstiegs, die Gesamtsumme der Investitionserträge nach Abzug etwaiger Verzugszinsen die durch die Gesellschaft an einen Investor-Gesellschafter gemäß einer möglichen Vereinbarung zu zahlen sind."

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen einstimmig das Anteilsregister der Gesellschaft zu ändern um die obigen Änderungen fest zu halten, und erteilt hiermit jedem Mitglied des Geschäftsführerrats der Gesellschaft und jedem Anwalt oder Angestellten von Allen & Overy, société en commandite simple, eingetragen auf Liste V der Anwaltskammer Luxembourg, jeweils mit Substitutionsvollmacht, die Einzelvollmacht zur Eintragung der obigen Änderungen im Anteilsregister der Gesellschaft, sowie, zur Vermeidung von Missverständnissen, die Unterzeichnung besagtes Registers.

Die Gesellschafter beschließen des Weiteren einstimmig die Erteilung der nötigen Einzelvollmachten jeden Anwalt oder Angestellten von Allen & Overy, société en commandite simple, eingetragen auf Liste V der Anwaltskammer Luxembourg, zur Erledigung aller Formalitäten in Bezug auf obigen Änderungen gegenüber dem luxemburgischen Handelsregister sowie die Veröffentlichung im Amtsblatt und, generell, um alle Formalitäten, die zur Umsetzung der obigen Beschlüsse notwendig und hilfreich sind, vorzunehmen.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit klar, dass auf Wunsch der erschienenen Parteien, das vorliegende Dokument auf Englisch erstellt wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Falls Unterschiede zwischen dem englischen und dem deutschen Text bestehen, hat auf Wunsch der erschienenen Parteien die englische Version Vorrang.

Zur gegenwärtigen Urkunde genommen in Pétingen, Großherzogtum Luxemburg, an dem eingangs erwähnten Datum.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Vertreter der Parteien, der dem unterzeichneten Notar persönlich mit Vor- und Nachname, Familienstand und Wohnort bekannt ist, hat der Vertreter der erschienenen Parteien zusammen mit uns, dem amtierenden Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 juillet 2015. Relation: EAC/2015/17043. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015132179/1366.

(150142937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

**Luxembourg Utilities S.A., Société Anonyme,
(anc. Precious Cars International S.A.).**

Siège social: L-2230 Luxembourg, 56, rue du Fort Neipperg.
R.C.S. Luxembourg B 64.197.

L'an deux mille quinze, le dix-sept juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "PRECIOUS CARS INTERNATIONAL S.A.", ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 64.197,

constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire alors de résidence à Hesperange, en date du 20 avril 1998, publié au Mémorial C numéro 517 du 14 juillet 1998. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Bob PLEIN, employé, ayant un domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Max MAYER, employé, ayant un domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Paul LEGOUX, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2314 Luxembourg, 4, Place de Paris.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Suppression de la valeur nominale des actions et constat de conversion du capital social de LUF en EUR, et augmentation par versement en caisse, sans création, ni émission de nouvelles actions.

2.- Transfert du siège social avec effet au jour de l'assemblée générale extraordinaire vers L-2230 Luxembourg, 56, rue du Fort Neipperg, et de changer la dénomination de la Société en Luxembourg Utilities S.A.

3.- Modification et refonte complète des statuts pour adapter les statuts aux dispositions légales en vigueur.

4.- Nominations statutaires

5.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions et constate que le capital social fixé à un millions deux cent cinquante francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) a été converti (taux de conversion 40,3399 LUF = 1,- EUR) en trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf euros (30.986,69- EUR), et décide d'augmenter le capital sociale à concurrence d'un montant de treize virgule trente-et-un euros (13,31- EUR) par versement en caisse pour le porter de son montant actuel à trente et un mille euros (31.000,- EUR), sans création, ni émission de nouvelles actions, par augmentation du pair comptable.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de:

- transférer le siège social, avec effet immédiat vers L-2230 Luxembourg, 56, rue du Fort Neipperg, et
- changer la dénomination de la Société en Luxembourg Utilities S.A.

Troisième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts, sans modifier l'objet social, pour adapter les statuts aux dispositions légales en vigueur, lesquels auront la teneur suivante:

«I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. La société anonyme existe sous la dénomination de "Luxembourg Utilities S.A." (la "Société"), et sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet tant à Luxembourg qu'à l'étranger toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, et elle peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables aux «Sociétés de Participations Financières».

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions, sans désignation de la valeur nominale.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le premier mercredi du mois d'avril à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.»

Quatrième résolution

L'assemblée:

a.- constate que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont expirés

b.- décide nommer aux fonctions:

(i) d'administrateurs:

- Monsieur Jean-Paul LEGOUX, administrateur de sociétés, né à Paris (France), le 9 mai 1952, demeurant professionnellement à L-2314 Luxembourg, 4, Place de Paris,

- AAA HOLDING S.A., société anonyme, ayant son siège social à CH-1934 Le Châble VS, Maison des Colonnes, Chemin de Sommet, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Valais en Suisse sous le numéro CH-415.476.069, représentée en application de l'article 51bis de la loi sur les sociétés commerciales par Monsieur Louis PETIET, administrateur de sociétés, né à Neuilly-sur-Seine (France), le 6 juillet 1957, demeurant professionnellement à F-75116 Paris, 112, Avenue Kleber (France), et

- Monsieur Louis PETIET, administrateur de sociétés, né à Neuilly-sur-Seine (France), le 6 juillet 1957, demeurant professionnellement à F-75116 Paris, 112, Avenue Kleber (France)

b.- de l'administrateur-délégué:

- Monsieur Jean-Paul LEGOUX, administrateur de sociétés, né à Paris (France), le 9 mai 1952, demeurant professionnellement à L-2314 Luxembourg, 4, Place de Paris

c.- du commissaire aux comptes:

Monsieur Dominique DUBRAY, Expert-Comptable, né à Alençon (France) le 21 février 1951, demeurant professionnellement à L-1249 Luxembourg, 4-6 rue du Fort Bourbon.

Les mandats des administrateurs, de l'administrateur délégué et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2021.

122246

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bob PLEIN, Max MAYER, Jean-Paul LEGOUX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juillet 2015. Relation GAC/2015/6282. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015132223/255.

(150141639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Resource Partners Holdings VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 360.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 166.825.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fifth day of June,

before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

(1) Resource Partners GP Limited, a limited liability company duly incorporated and organised under the laws of Jersey, registered under number 104061, having its registered address at 11-15 Seaton Place, JE4 0QH St. Helier, Jersey, the Channel Islands, acting in its capacity as general partner of Resource Eastern European Equity Partners I L.P.,

hereby represented by Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 25 June 2015,

(2) Resource Partners GP Limited, a limited liability company duly incorporated and organised under the laws of Jersey, registered under number 104061, having its registered address at 11-15 Seaton Place, JE4 0QH St. Helier, Jersey, the Channel Islands, acting in its capacity as general partner of Resource Eastern European Equity Partners I-A L.P.,

hereby represented by Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 25 June 2015, and

(3) AXA CEE Management Limited, a company duly incorporated and organised under the laws of Jersey, with registration number 101076 and regulated by the Jersey Financial Services Commission, whose registered office is at 4th floor, Northern Suite, Channel House, Green Street, JE2 4UH St. Helier, Jersey, the Channel Islands, acting in its capacity as general partner of AXA Central and Eastern Europe Fund L.P.,

hereby represented by Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 25 June 2015,

the "Shareholders",

The said proxies shall be annexed to the present deed.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record that the Shareholders are all the shareholders of Resource Partners Holdings VI S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of four hundred thousand euro (EUR 400,000.-), with registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 26 January 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 779 of 23 March 2012 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 166.825 (the "Company"). The articles of association of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 5 January 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 950 of 9 April 2015.

The Shareholders, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To approve the buy back by the Company of all the forty thousand (40,000) class J shares (the “Class J Shares”) held by its shareholders and to approve the determination by the Company's managers of the purchase price for the Class J Shares.

2. Further to the approval of the buyback of the Class J Shares by the Company, to acknowledge that the Company holds all of its Class J Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

3. To decrease the share capital of the Company by an amount of forty thousand euro (EUR 40,000.-) so as to reduce it from its current amount of four hundred thousand euro (EUR 400,000.-) to three hundred sixty thousand euro (EUR 360,000.-) by cancellation of all Class J Shares, each having a nominal value of one euro (EUR 1.-).

4. To amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the foregoing items of the agenda.

5. To confer all and any powers to the managers of the Company in order to implement the above.

6. Miscellaneous.

have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders unanimously resolved to approve the buy back by the Company of all the Class J Shares held by its shareholders and to approve the determination by the Company's managers of the purchase price for the Class J Shares.

Second resolution

Further to the approval of the buyback of the Class J Shares by the Company, the Shareholders unanimously resolved to acknowledge that the Company holds all the Class J Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Third resolution

The Shareholders unanimously resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of forty thousand euro (EUR 40,000.-) so as to reduce it from its current amount of four hundred thousand euro (EUR 400,000.-) to three hundred sixty thousand euro (EUR 360,000.-) by cancellation of all Class J Shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each. As a result of the cancellation of the Class J Shares, the Company's reserves and/or profits which are available for distributions shall be reduced by the excess amount of the redemption value of the Class J Shares over their nominal value.

Fourth resolution

The Shareholder unanimously resolved to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company as a result of the foregoing resolutions, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1. The issued share capital of the Company is set at three hundred sixty thousand euro (EUR 360,000.-) represented by:

- a. forty thousand (40,000) class “A” shares (the “Class A Shares”);
- b. forty thousand (40,000) class “B” shares (the “Class B Shares”);
- c. forty thousand (40,000) class “C” shares (the “Class C Shares”);
- d. forty thousand (40,000) class “D” shares (the “Class D Shares”);
- e. forty thousand (40,000) class “E” shares (the “Class E Shares”);
- f. forty thousand (40,000) class “F” shares (the “Class F Shares”);
- g. forty thousand (40,000) class “G” shares (the “Class G Shares”);
- h. forty thousand (40,000) class “H” shares (the “Class H Shares”); and
- i. forty thousand (40,000) class “I” shares (the “Class I Shares”);

with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Without prejudice to other designations used in the Articles, the Class A to I Shares are together referred to as the “Classes of Shares” and each a “Class of Shares”; and the shares of any Class of Shares are together referred to as the “Shares” and each a “Share”.

The holders of Shares are hereinafter referred to as the “Shareholders” and each a “Shareholder”.

The features of the Shares are outlined in the present Articles.”

Fifth resolution

The Shareholders unanimously resolved to confer all and any powers to the managers of the Company in order to implement the above resolutions.

The board of managers of the Company is notably entitled and authorised to make the reimbursement of capital to the shareholders by payments in cash or in kind, to set the date and other formalities of such payments and to do all other things necessary and useful in relation to the above resolutions.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq juin,
par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,
ont comparu:

(1) Resource Partners GP Limited, une limited liability company dûment constituée et régie par les lois de Jersey, immatriculée sous le numéro 104061, ayant son siège social au 11-15 Seaton Place, JE-JE4 0QH St. Helier, Jersey, Îles Anglo-Normandes, agissant en qualité de general partner de Resource Eastern European Equity Partners I L.P., représentée aux fins des présentes par Frank Stolz-Page, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, aux termes d'une procuration sous seing privé avec pouvoirs de substitution donnée le 25 juin 2015,

(2) Resource Partners GP Limited, une limited liability company dûment constituée et régie par les lois de Jersey, immatriculée sous le numéro 104061, ayant son siège social au 11-15 Seaton Place, JE-JE4 0QH St. Helier, Jersey, Îles Anglo-Normandes, agissant en qualité de general partner de Resource Eastern European Equity Partners I-A L.P., représentée aux fins des présentes par Frank Stolz-Page, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, aux termes d'une procuration sous seing privé avec pouvoirs de substitution donnée le 25 juin 2015, et

(3) AXA CEE Management Limited, une société constituée et régie par les lois de Jersey, immatriculée sous le numéro 101076 et réglementée par la Jersey Financial Services Commission, et ayant son siège social à Greenville Street, JE-JE2 4UH St. Helier, Jersey, Îles Anglo-Normandes, agissant en qualité de general partner de AXA Central and Eastern Europe Fund L.P.,

représentée aux fins des présentes par Frank Stolz-Page, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, aux termes d'une procuration sous seing privé avec pouvoirs de substitution donnée le 25 juin 2015,
les «Associés»,

Lesdites procurations resteront annexées aux présentes.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter que les Associés sont tous les associés de Resource Partners Holdings VI S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de quatre cent mille euros (EUR 400.000,-), ayant son siège social au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 26 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 23 mars 2012, sous le numéro 779 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.825 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu par un acte du notaire soussigné, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 5 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 avril 2015, sous le numéro 950.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informés des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du rachat par la Société de l'intégralité de ses quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie J (les «Parts Sociales de Catégorie J») détenues par ses associés et approbation de la détermination par les gérants de la Société du prix de rachat des Parts Sociales de Catégorie J.

2. Suite à l'approbation du rachat des Parts Sociales de Catégorie J par la Société, constatation de la détention par la Société des Parts Sociales de Catégorie J, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

3. Réduction du capital social de la Société d'un montant de quarante mille euros (EUR 40.000,-) afin de le réduire de son montant actuel de quatre cent mille euros (EUR 400.000,-) à un montant de trois cent soixante mille euros (EUR 360.000,-) par annulation de toutes les Parts Sociales de Catégorie J ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

4. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les points de l'ordre du jour ci-dessus.
5. Délégation de tous pouvoirs aux gérants de la Société afin de mettre en oeuvre les points ci-dessus.
6. Divers.

Les Associés ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé à l'unanimité d'approuver le rachat par la Société de toutes les Parts Sociales de Catégorie J détenues par ses associés et d'approuver la détermination par les gérants de la Société du prix de rachat des Parts Sociales de Catégorie J.

Deuxième résolution

Suite à l'approbation du rachat des Parts Sociales de Catégorie J par la Société, les Associés ont décidé à l'unanimité de constater la détention par la Société des Parts Sociales de Catégorie J, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

Troisième résolution

Les Associés ont décidé à l'unanimité de réduire le capital social de la Société d'un montant de quarante mille euros (EUR 40.000,-) afin de le réduire de son montant actuel de quatre cent mille euros (EUR 400.000,-) à un montant de trois cent soixante mille euros (EUR 360.000,-) par annulation de toutes les Parts Sociales de Catégorie J ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune. En conséquence de l'annulation de toutes les Parts Sociales de Catégorie J, les réserves et/ou bénéfices de la Société qui sont distribuables seront réduites d'un montant égal au montant de la valeur de rachat des Parts Sociales de Catégorie J qui excède leur valeur nominale.

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé à l'unanimité de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 5. Capital Social.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à trois cent soixante mille euros (EUR 360.000,-) représenté par:

- a. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»);
 - b. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»);
 - c. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»);
 - d. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»);
 - e. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»);
 - f. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»);
 - g. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»);
 - h. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»); et
 - i. quarante mille (40.000) parts sociales de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I»);
- d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Sans préjudice d'autres désignations utilisées dans les Statuts, les Parts Sociales de Catégorie A à I seront définies ci-après comme les «Catégories de Parts Sociales» et individuellement une «Catégorie de Parts Sociales»; et ensemble, toutes les parts sociales des Catégories de Parts Sociales seront définies comme les «Parts Sociales» et individuellement une «Part Sociale».

Les détenteurs de Parts Sociales seront définis ci-après comme les «Associés» et individuellement un «Associé».

Les caractéristiques des Parts Sociales sont résumées dans ces Statuts.»

Cinquième résolution

Les Associés ont décidé à l'unanimité de conférer tous les pouvoirs aux gérants de la Société pour mettre en oeuvre les résolutions ci-dessus.

Le Conseil de gérance de la Société est notamment mandaté et autorisé à rembourser le capital aux associés par paiement en espèces ou en nature, à fixer la date et toute autre modalité de ces paiements, et à prendre toute autre mesure nécessaire et utile en relation avec les résolutions prises ci-dessus.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparants connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 30 juin 2015. GAC/2015/5488. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015132247/206.

(150142325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

NEIF II Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kenndy.

R.C.S. Luxembourg B 193.219.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-eighth day of July,

Before us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Next Estate Income Fund II S.C.S. SICAV-FIS, a common limited partnership (société en commandite simple or "SCS") qualifying as an investment company with variable share capital (SICAV) and established as a specialised investment fund (SIF), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 187.685,

here represented by Sophie Cumani, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 27 July 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder"), representing the entire share capital of NEIF II Holding S.à.r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 193.219, incorporated pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on 24 November 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 218 on 28 January 2015 (hereinafter the "Company").

The Sole Shareholder declared having waived any notice requirement and deliberated on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by one hundred and twenty-five (125) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each, up to one million nine hundred and fifty-nine thousand five hundred euro (EUR 1,959,500.-) through the issue of nineteen thousand four hundred seventy (19,470) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

2. Amendment of article 6 of the articles of association.

3. Miscellaneous.

The Sole Shareholder required the undersigned notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decided to increase the Company's share capital by an amount of one million nine hundred and forty-seven thousand euro (EUR 1,947,000.-) from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to one million nine hundred and fifty-nine thousand five hundred euro (EUR 1,959,500.-) by the issuance of nineteen thousand four hundred and seventy (19,470) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

The nineteen thousand four hundred and seventy (19,470) new shares issued have been subscribed and fully paid up by the Sole Shareholder, aforementioned, entirely by a contribution in cash in an amount of one million nine hundred and forty-seven thousand euro (EUR 1,947,000.-), which is at the disposal of the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder decided to amend article 6 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The Company's share capital is set at one million nine hundred and fifty-nine thousand five hundred euro (EUR 1,959,500.-) represented by nineteen thousand five hundred and ninety-five (19,595) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand seven hundred euro (EUR 2,700).

Powers

The appearing person, acting in the above stated capacity does hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error (s)) to the present deed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le vingt-huitième jour du mois de juillet,

Par-devant nous, Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Next Estate Income Fund II S.C.S. SICAV-FIS, une société en commandite simple établie sous la forme d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) organisée en fonds d'investissement spécialisé (FIS), constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.685,

ici représentée par Sophie Cumani, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, à Luxembourg, le 27 juillet 2015.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique»), représentant l'intégralité du capital social de NEIF II Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.219, constituée selon acte reçu par Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 24 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°218 en date du 28 janvier 2015 (ci-après la “Société”).

L'Associé Unique a déclaré avoir renoncé à toute formalité de convocation et a délibéré sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur de cent euros (EUR 100,-) chacune, jusqu'à un montant d'un million neuf cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (EUR 1.959.500,-), par l'émission de dix-neuf mille quatre cent soixante-dix (19.470) parts sociales d'une valeur de cent euros (EUR 100,-) chacune.

2. Modification de l'article 6 des statuts de la Société.

3. Divers.

L'Associé Unique requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million neuf cent quarante-sept mille euros (EUR 1.947.000,-), afin de l'augmenter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un million neuf cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (EUR 1.959.500,-) par l'émission de dix-neuf mille quatre cent soixante-dix (19.470) parts sociales d'une valeur de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les dix-neuf mille quatre cent soixante-dix (19.470) nouvelles parts sociales émises ont été entièrement souscrites et intégralement payées par l'Associé Unique, susmentionnée, par un apport en numéraire, de telle manière que le montant

d'un million neuf cent quarante-sept mille euros (EUR 1.947.000,-) est maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de un million neuf cent cinquante-neuf mille cinq cents euros (EUR 1.959.500,-) représenté par dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-quinze (19.595) parts sociales, d'une valeur de cent euros (EUR 100) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille sept cents euros (EUR 2.700).

Pouvoirs

La personne comparante es qualité qu'elle agit donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Dont acte, passé à Senningerberg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sophie Cumani, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 29 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 24013. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015132121/127.

(150142628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Point Partners GP Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 188.309.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société tenue en date du 27 juillet 2015

En date du 27 juillet 2015, l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Marylène ALIX de son mandat de gérant de catégorie C de la Société avec effet au 18 juin 2015;

- de nommer Monsieur Massimiliano PAVAN, né le 2 décembre 1973 à Cividale del Friuli, Italie, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie C de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Florian REIFF, gérant de catégorie A1
- Monsieur Pascal BRAYEUR, gérant de catégorie A2
- Monsieur Gysbert VAN REENEN MULLER, gérant de catégorie A2
- Madame Joséphine ANDONISSAMY, gérant de catégorie A2
- Monsieur Sun GUOZHUO, gérant de catégorie B
- Monsieur Massimiliano PAVAN, gérant de catégorie C

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.
Point Partners GP Holdco S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2015132193/27.

(150142320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Cox Automotive International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 185.048.

—
Les comptes annuels consolidés de Cox Enterprises, Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2015131524/12.

(150142396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Cox Automotive Global, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5356 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 193.462.

—
Les comptes annuels consolidés de Cox Enterprises, Inc., maison-mère de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2015131523/12.

(150142403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Brown Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 74, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 48.780.

—
Extrait du livre des procès-verbaux de l'assemblée générale annuelle passé à Luxembourg le 30 juin 2015.

L'Assemblée Générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Elit à l'unanimité les administrateurs suivants:

- Monsieur Athanasios-Kyros Filippou, homme d'affaires, demeurant à 14452 Kifissia Attikis, rue Gounari, no 2, en Grèce.

- Monsieur Andreas VAVOURAKIS, employé privé, demeurant à 15452 Palaio Psychico Attikis, rue Alex. Diakou, no 14, en Grèce.

- Madame Aikaterini Mouzaki, avocate, demeurant à 10671 Athènes Attikis, Rue Akadimias, no 18, en Grèce.

Leur mandat étant valable pour trois ans, expirera lors de la tenue de l'Assemblée Générale ordinaire de 2018.

2) Renouvelle le mandat du Commissaire:

Georgios Georgiou -Kostakopoulos

Son mandat est valable pour trois ans et expirera lors de la tenue de l'Assemblée Générale ordinaire 2018.

Luxembourg, le 05/07/2015.

Copie conforme du livre des procès-verbaux

Le Bureau

Le Président / La Secrétaire / Le Scrutateur

Aikaterini MOUZAKI

Le Membre du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015131494/25.

(150141742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

BP Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 45.782.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société tenue en date du 12 juin 2015 que:

1) La société Ernst & Young, établie et ayant son siège social à L-5365 MUNSBACH - 7, rue Gabriel Lippmann - Parc d'Activité Syrdall, RCS Luxembourg No B47771, est nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par mandat

Nico SCHAEFFER

Avocat à la Cour

Référence de publication: 2015131490/17.

(150141685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Cercle des Actionnaires SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 17, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 187.359.

La société CERCLE DES ACTIONNAIRES SA SPF (RCS B 187.359) décide de nommer la Fiduciaire Luxembourg Paris Genève Sàrl (RCS B 84.426) ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, le 15-17, avenue Guillaume, comme dépositaire de ses actions au porteur en date du 31 juillet 2015.

Vincent DE SMET

Administrateur unique

Référence de publication: 2015131507/12.

(150142385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

BSM Co S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 170.490.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 21 juillet 2015

En date du 21 juillet 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Kenneth J. WEILLER de son mandat de gérant de classe A de la Société avec effet au 21 juillet 2015;

- de nommer Monsieur Muquarrab BIN KARIM, né le 14 septembre 1972 à Grimsby, Royaume-Uni, ayant l'adresse professionnelle suivante: 405, Lexington Avenue, 58th Floor, 10174 New York, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet au 21 juillet 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Muquarrab BIN KARIM, gérant de classe A

- Madame Laetitia ANTOINE, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

BSM Co S. à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015131495/22.

(150141768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.403.

—
Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 juillet 2015

L'Assemblée Générale renomme:

- Wolfgang KERCK, Président;
- Josef HUTTER, Administrateur;
- Mario KELLER, Administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

L'Assemblée Générale renomme comme réviseur d'entreprises agréé:

- KPMG LUXEMBOURG, Société coopérative.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Référence de publication: 2015131488/20.

(150141737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

ColourOz TopCo, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 185.124.

—
L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 31 juillet 2015, a décidé d'accepter:

- la nomination avec effet immédiat et pour une durée de 6 ans, en qualité de membre du Conseil de surveillance de la Société de Alexis de Montpellier d'Annevoie, né à Namur (Belgique), le 22 mars 1979, et ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015131517/12.

(150142411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

C&L Immobilière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4155 Esch-sur-Alzette, 39, rue Léon Jouhaux.
R.C.S. Luxembourg B 98.855.

—
L'an deux mille quinze,

Le neuf juillet,

Par devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange,

Ont comparu:

- 1) Madame Lisa VEIGAS VAZ, employée privée, demeurant à L-3588 Dudelange, 28, rue de Lauenberg
- 2) Madame Cristina VEIGAS VAZ, agent immobilier, demeurant à L-3588 Dudelange, 26, rue de Lauenberg.

Lesquelles comparantes ont exposé au notaire instrumentaire ce qui suit:

Les comparantes sont les seules associées de la société à responsabilité limitée «C&L IMMOBILIERE S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-4155 Esch-sur-Alzette, 39, rue Léon Jouhaux,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 98 855,

constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 22 janvier 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 340 du 26 mars 2004.

Ceci exposé, les comparantes ont déclaré vouloir se considérer comme dûment convoquées en assemblée générale extraordinaire et, sur ordre du jour conforme dont elles reconnaissent avoir eu connaissance parfaite dès avant ce jour, ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution unique.

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social et par conséquent l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'achat, la vente, l'échange, la location, la mise en valeur, l'expertise de biens immeubles, ainsi que l'administration et l'exploitation sous toutes formes quelconques d'immeubles de toutes natures.

Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts avec ou sans affectation hypothécaire et en général, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières, industrielles ou qui sont de nature à favoriser la réalisation de l'objet social ou se rattachant directement ou indirectement à celui-ci.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution réelle d'engagement pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra se livrer tant pour son propre compte que pour le compte de tiers à toutes activités énumérées ci-dessus.

Elle pourra s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés nationales ou étrangères ayant un but analogue, similaire ou connexe à son objet.»

Frais.

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de cette assemblée générale à environ cinq cents euros (500.-€).

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, les comparantes ont déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms, états et demeures, celles-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. VEIGAS VAZ, C. VEIGAS VAZ, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 juillet 2015. Relation: EAC/2015/16448. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 23 juillet 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015131500/51.

(150141881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

CFFI Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 28.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 106.155.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015126057/10.

(150138463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

ColourOz ManCo, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 185.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ColourOz ManCo

Marielle Stijger

Commissaire

Référence de publication: 2015131514/13.

(150141849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.
